



MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DANOIS
DANIDA

NOTRE MONDE COMMUN

LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DU DANEMARK



SOMMAIRE



PAGE 4

**LE MONDE EST EN
DÉSÉQUILIBRE**



PAGE 12

**LA DÉMOCRATIE ET
LES DROITS HUMAINS
SONT LE FONDEMENT DE
NOTRE COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT**



PAGE 18

**FAIRE NAÎTRE L'ESPOIR
ET AIDER**



PAGE 28

**LA LUTTE POUR LE
CLIMAT, LA NATURE ET
L'ENVIRONNEMENT**



PAGE 38

**DES PARTENARIATS
DYNAMIQUES DANS UN
MONDE EN MUTATION**

UN MONDE EN DÉSÉQUILIBRE

Nous vivons à l'heure d'une rupture mondiale. La crise du coronavirus, le changement climatique et les conflits font reculer le progrès et le développement. La pauvreté et l'inégalité s'aggravent. Dans les régions fragiles et en conflits notamment, trop nombreux sont ceux et celles qui sont laissés pour compte. Plus que jamais, les personnes sont forcées de quitter leurs régions d'origine. En risquant leur vie, elles cherchent par milliers à atteindre l'Europe. Le changement climatique et la pression sur la nature aux quatre coins du monde accentuent les défis et menacent notre avenir commun. Parallèlement, à mesure que les régimes autoritaires s'imposent, la démocratie et les droits humains sont de plus en plus mis sous pression. Bon nombre de pays en développement, notamment en Afrique, sont devenus des champs de bataille géopolitiques. Ce qui met à mal nos règles de jeu communes et les valeurs auxquelles nous croyons.

Un garçon syrien avec la mosquée d'Al-Nuri à l'arrière-plan. La mosquée d'Al-Nuri a été détruite par le groupe terroriste État islamique qui l'a fait exploser en 2017 durant les derniers combats dans la ville de Mossoul.

Photo : Ritzau Scanpix



Au Danemark, nous avons créé une société prospère et pacifique, où le développement économique durable et la responsabilité envers le climat vont de pair. Le Danemark possède les connaissances et solutions nécessaires face aux principaux défis auxquels le monde est confronté. Nous avons une société civile active et diversifiée ainsi que des entreprises durables et responsables qui veulent et peuvent contribuer à relever ces défis. La population danoise soutient la coopération au développement et s'implique dans celle-ci. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Nous devons montrer l'exemple et créer les changements requis pour garantir un monde meilleur. Un monde auquel le Danemark est étroitement lié. C'est pourquoi nous veillons aussi sur notre pays en aidant le reste du monde.

LA DÉCENNIE DE L'ACTION

Nous sommes entrés dans la décennie de l'action, où nous devons atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Nos actions aujourd'hui sont cruciales si nous voulons atteindre ces objectifs en 2030 et répondre aux ambitions climatiques de l'Accord de Paris. La stratégie de développement du Danemark, baptisée « Notre monde commun », montre comment relever quelques-uns des grands défis actuels: la crise climatique, les déplacements de populations et la migration irrégulière.

LE DANEMARK DOIT MONTRER L'EXEMPLE

Avec cette stratégie, le Danemark entend prévenir et lutter contre la pauvreté, l'inégalité, les conflits, les déplacements de population et, atténuer ainsi, la migration irrégulière. Et ce, en faisant avant tout naître l'espoir et en créant des perspectives pour chaque individu. Et en soutenant la mise en place de sociétés justes et résilientes. Nous voulons jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique dans les pays les plus pauvres. Nous devons créer un monde en équilibre, avec un environnement naturel plus riche et plus sain. Nos actions de développement globales seront basées sur des valeurs démocratiques et les droits humains. Nous protégerons les plus vulnérables. Nous agirons tout particulièrement en faveur de l'égalité entre les sexes et des droits des jeunes filles et des femmes, et nous maintiendrons l'accent sur les groupes marginalisés.

En outre, nous concentrerons notre action là où les besoins sont les plus importants. Nous entendons aider de meilleure façon un plus grand nombre de personnes dans les pays et régions avoisinant des zones de conflits et dans les pays fragiles. Et nous œuvrerons pour la mise en place d'un système d'asile plus juste et plus humain pour ceux et celles qui en ont besoin.

DES PARTENARIATS POUR UN MONDE UNI ET SOLIDAIRE

La stratégie « Notre monde commun » cherche avant tout à relever les grands défis actuels avec l'aide de nos partenaires. Nos partenariats avec l'ONU et les partenaires multilatéraux sont importants pour le Danemark. Sur la base de valeurs communes nordiques, nous défendrons la sauvegarde des droits humains et d'un ordre international reposant sur le respect des règles. Nous conclurons des partenariats avec une sélection de pays où les besoins et les défis sont les plus importants. En outre, un engagement ciblé par le biais l'Union européenne (UE) élargira la portée de l'action danoise dans les différents pays en développement.

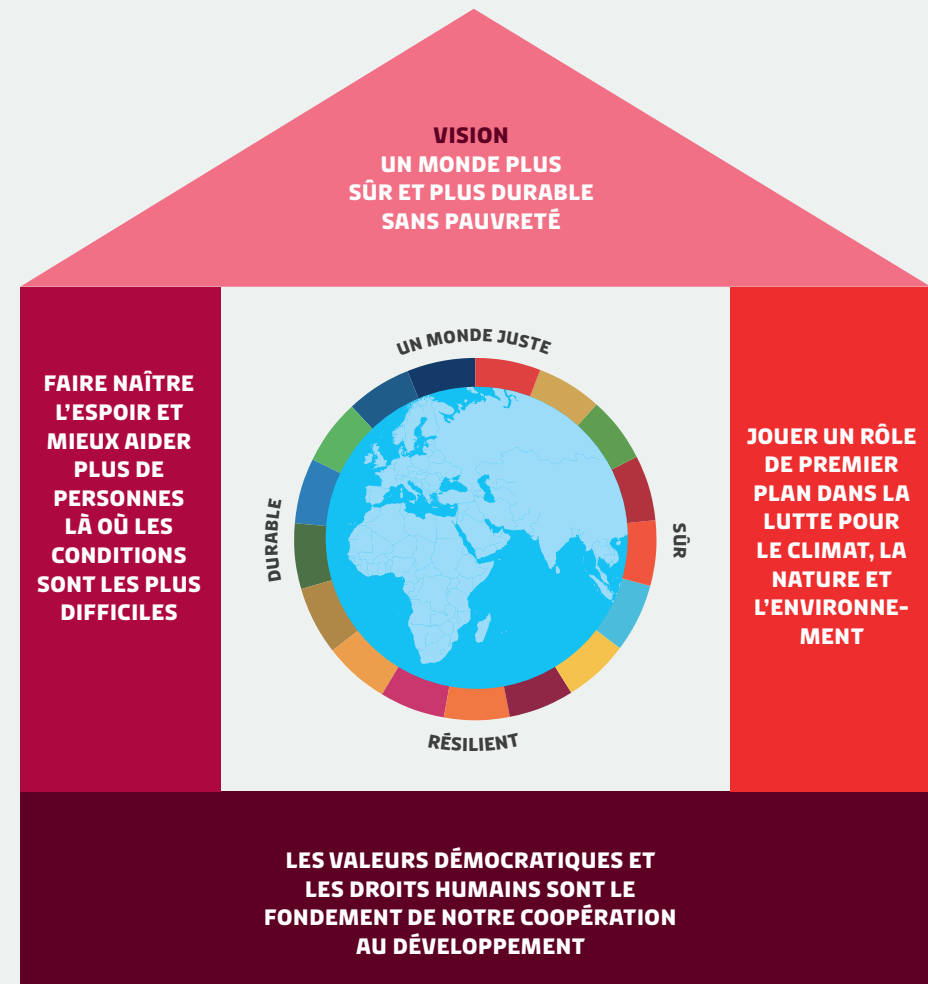
Le Danemark tout entier va devoir apporter sa pierre à l'édifice. Nous devons faire appel aux compétences des autorités danoises, renforcer la coopération avec la société civile et le secteur privé au Danemark et impliquer la population danoise dans la coopération au développement. Nos partenariats devront être novateurs. Ils devront apporter des connaissances et des solutions et mobiliser des ressources au-delà de l'aide au développement. C'est ainsi que nous irons le plus loin possible. C'est ainsi que nous aiderons de meilleure façon un plus grand nombre de personnes et contribuerons à garantir que nul n'est laissé pour compte.

VISION

La vision à la base de la stratégie de développement du Danemark est la suivante: un monde plus sûr, plus durable et sans pauvreté, basé sur une coopération internationale contraignante et des sociétés résilientes et justes qui luttent contre l'inégalité, font naître l'espoir et créent des perspectives d'avenir pour chaque individu, et ce, conformément aux objectifs de développement durable des Nations Unies et de l'Accord de Paris.

FONDEMENT DE LA COOPÉRATION DANOISE AU DÉVELOPPEMENT

Valeurs démocratiques et les droits humains. Les droits humains, les principes de l'État de droit, l'égalité entre les sexes et une société civile indépendante sont le fondement de la démocratie. Lorsque les populations ne sont pas libres, l'espoir, l'esprit d'initiative et la dignité sont réduits à néant. C'est pourquoi, nous devons mettre l'individu au centre de notre action. Nous devons défendre les plus vulnérables et agir tout particulièrement en faveur des droits des filles et des femmes.



La photo montre des écoliers en Ouganda.

Photo: Bill Wegener, Unsplash

NOUS AURONS RECOURS À NOTRE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT POUR

Prévenir et lutter contre la pauvreté, l'inégalité, les conflits, les déplacements de populations, la migration irrégulière et la fragilité. Nous voulons agir sur les causes profondes de ces phénomènes. Nous voulons susciter l'espoir et créer des perspectives pour les personnes qui en ont besoin. Nous voulons aider les gens dans le besoin lorsqu'une catastrophe se produit. Nous voulons aider de meilleure façon un plus grand nombre de personnes dans les régions d'origine.

Jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique et contribuer à un monde en équilibre. Nous voulons nous impliquer fortement dans l'adaptation aux changements climatiques et œuvrer en faveur d'une meilleure nature, d'un meilleur environnement et d'une plus grande biodiversité. Nous voulons avant tout consolider la résilience au changement climatique auprès des pays et des populations pauvres et vulnérables. Nous voulons réduire les émissions de CO₂ dans le monde et encourager une transition verte socialement juste. Et nous voulons garantir que le renforcement des ambitions climatiques dans les pays en développement et la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris vont de pair avec un développement et une croissance durables pour les populations pauvres du monde.



PRINCIPES DE NOTRE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

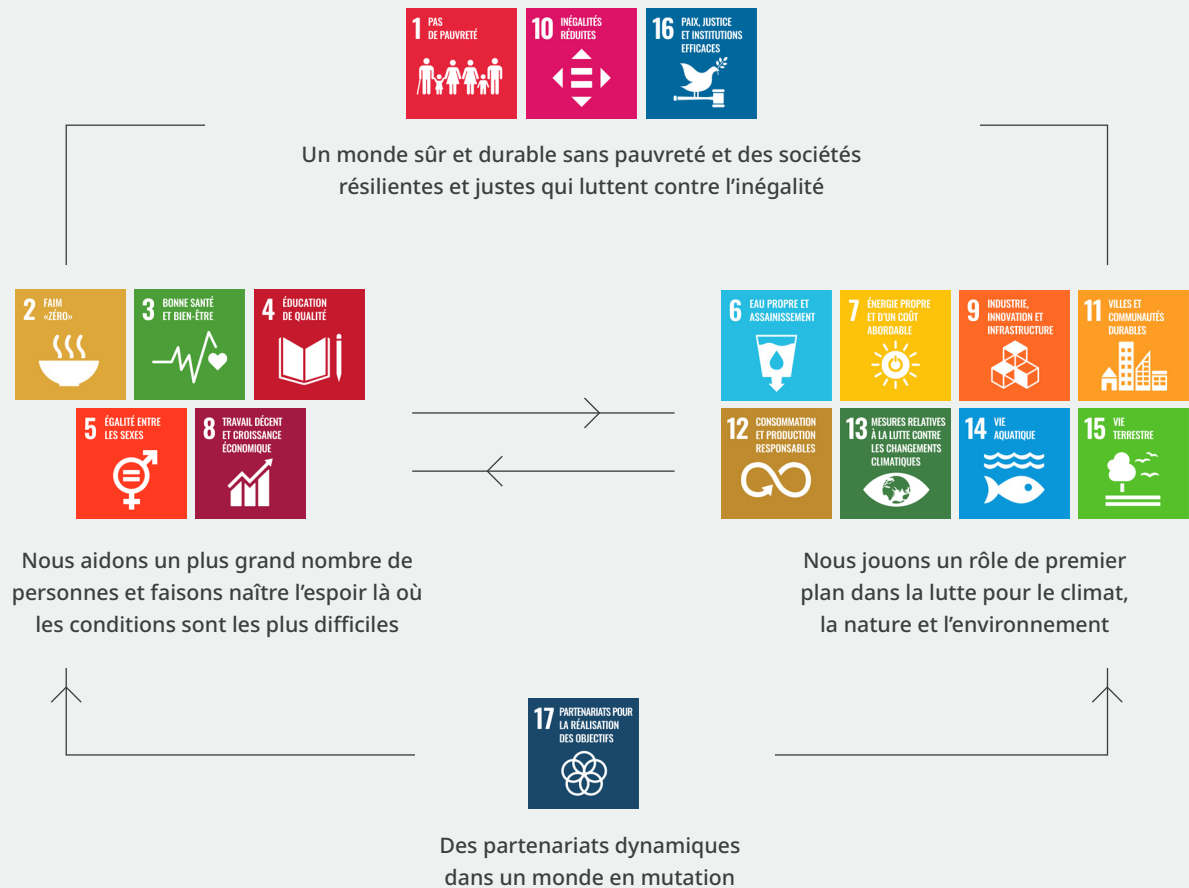
- La coopération au développement doit lutter contre la pauvreté et l'inégalité et promouvoir la démocratie, le développement durable, la paix et la stabilité. Et ce, conformément à la loi danoise sur la coopération au développement, à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'Homme et aux conventions des Nations Unies sur les droits humains, tout en mettant l'accent sur l'Agenda 2030 pour le développement durable.
- La coopération au développement est une pierre angulaire de l'engagement international global du Danemark, avec la politique étrangère et de sécurité et notamment notre diplomatie économique.
- Nous allons atteindre l'objectif fixé par l'ONU pour les pays riches du monde de consacrer au minimum 0,7% de leur revenu national brut à l'aide au développement.
- Nous allons nous concentrer sur la prévention, une coopération au développement sur le long terme et la création de perspectives, afin de trouver de réelles alternatives aux déplacements des populations et à la migration irrégulière. À la base, notre présence dans un pays s'inscrit dans une perspective à long terme.
- A travers la coopération danoise au développement, nous allons montrer la voie vers la réalisation de l'Accord de Paris et contribuer à créer un développement et une croissance durables pour les populations les plus pauvres du monde.
- Nous allons honorer nos engagements internationaux dans le domaine du climat, et notamment du financement de la lutte contre le changement climatique.
- Nous allons apporter un poids financier là où les besoins en aide sont les plus importants. Y compris là où il est difficile d'apporter une aide. Nous sommes prêts à accepter qu'il existe des risques financiers, politiques et sécuritaires et que certains échecs sont inévitables.
- Nous pratiquons une tolérance zéro à l'égard de la corruption. Tout abus de fonds danois aura des conséquences immédiates.
- Nous entendons respecter le droit humanitaire international, le droit international des réfugiés et les principes de l'aide humanitaire et satisfaire aux exigences définies.

- Nous maintenons que les droits humains sont universels et que nul ne doit être laissé pour compte. Nous nous baserons sur les droits humains dans toutes nos actions. Nous entendons mettre tout particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes filles ainsi que sur les groupes marginalisés.
- Nous entendons coopérer avec les partenaires les mieux placés pour stimuler le développement et le changement et nous nous attacherons à renforcer l'ancrage et l'appropriation à l'échelle locale le mieux possible.
- Nous insisterons sur la mise en place de partenariats mutuellement contraignants avec nos partenaires et nos pays partenaires. Nous serons prêts à mettre un terme à notre action si la confiance mutuelle n'est plus de mise et si les valeurs fondamentales ne sont pas respectées.
- A priori, nous n'offrons pas d'aide au développement à long terme aux États qui refusent d'accueillir leurs propres citoyens.
- Pour nous, une coopération contraignante au sein de l'Europe du Nord, de l'Union européenne, des Nations Unies et du système multilatéral est cruciale pour atteindre et promouvoir nos objectifs en matière de politique de développement.
- Nous créons des solutions en coopération avec et entre le secteur public, les entreprises privées, les fondations et la société civile. La coopération interservices joue à cet égard un rôle particulièrement important.
- Nous entendons mobiliser un financement pour le développement durable auprès de différentes sources, notamment dans le secteur privé via l'innovation et des partenariats publics-privés. À elle seule, l'aide au développement ne nous permettra pas d'atteindre les objectifs de développement durable et de respecter l'Accord de Paris.
- Nous voulons impliquer le Danemark tout entier et l'inciter à s'engager dans la coopération au développement. En collaboration avec les établissements éducatifs, les organisations de la société civile, les entreprises et les médias, nous souhaitons renforcer l'engagement de la population danoise dans la coopération au développement et dans les efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement durable.

MOINS DE 10 ANS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2015, la communauté internationale s'est donné 15 ans pour atteindre les objectifs de développement durable. Ces objectifs sont une ambition mondiale commune. Ils attribuent à tous les pays du monde une responsabilité quant aux défis communs auxquels la planète est confrontée. Le Danemark joue un rôle de premier plan dans la promotion de cet agenda, tant à l'échelon national qu'international. Toutefois, aussi bien des pays riches que des pays en développement sont loin d'atteindre les objectifs définis. C'est pourquoi le secrétaire général des Nations Unies a baptisé les dix dernières années précédant 2030 « la décennie de l'action ».

Les pays riches sont particulièrement à la traîne en ce qui concerne la réalisation des objectifs en matière de durabilité et de climat. Les pays en développement, quant à eux, sont à la traîne dans le domaine des objectifs sociaux comme la pauvreté, la faim, l'éducation et la santé. Beaucoup d'entre eux connaissent des problèmes au niveau de la démocratie, de la justice et du respect des droits humains. Si les défis sont différents, ils n'en sont pas moins liés. Nous voulons œuvrer à la création de solutions qui répondent à plusieurs problèmes à la fois. Lorsque les droits sont bafoués, que les populations ont faim et que le chômage est très élevé, cela peut entraîner des conflits, des déplacements et une migration irrégulière. Autant de défis qui touchent également l'Europe sous la forme d'un plus grand nombre de réfugiés et d'une plus grande pression migratoire. Parallèlement, les tensions sociales sont exacerbées dans les pays en développement lorsque les changements climatiques contribuent à la dégradation des sols et à mettre la pression sur les ressources en eau. Les changements climatiques, qui sont dus avant tout aux émissions des grandes économies émergentes et des pays riches.



La stratégie de développement du Danemark et ses objectifs spécifiques appuient les objectifs de développement durable. Ces objectifs contribuent à l'adoption d'une orientation commune et à la compréhension des liens importants ainsi qu'à l'équilibre entre les différentes actions.

Le schéma montre l'importance des objectifs de développement durable par rapport à la vision générale de la stratégie et ses deux piliers. L'objectif de développement durable 17 concernant les partenariats se retrouve dans tous les objectifs.

LA PANDÉMIE DE COVID-19 MET EN LUMIÈRE LE LIEN ENTRE LES DÉFIS



L'Afrique et d'autres régions fragiles du monde ressentent tout particulièrement la crise du coronavirus et ses retombées. Les personnes les plus vulnérables sont celles qui en souffrent le plus : les plus pauvres, les réfugiés, les personnes déplacées, les groupes marginalisés, les jeunes filles et les femmes.

La crise du coronavirus a montré que les défis mondiaux étaient inextricablement liés et ne pourraient être relevés que dans leur globalité. L'augmentation des températures suite au changement climatique signifie que les organismes porteurs de maladies peuvent se répandre dans de nouvelles régions. Au cours des prochaines décennies, des millions de personnes seront dépla-

Calvin Shikuku, qui vit dans le bidonville de Mathare à Nairobi, au Kenya, craint que le coronavirus ne se répande au sein de sa communauté. Durant la crise sanitaire, il a expliqué sur les réseaux sociaux comment faire pour éviter d'être contaminé et comment sa communauté locale s'y est prise pour surmonter la crise.

Photo: PlanBèrnefondèn

cées sous l'effet des changements climatiques. Cela augmentera également le risque de propagation des maladies. Dans le même temps, la plus grande densité de population dans les zones urbaines, par exemple, pourra entraîner de nouveaux défis sanitaires, y compris des pandémies. En 2050, plus de deux tiers de la population mondiale devrait habiter en ville. La crise liée à la nature et à la biodiversité est un facteur aggravant. Lorsque leur habitat naturel est détruit, les animaux peuvent chercher à se rapprocher des zones habitées et des humains. Avec la production animale industrielle, cela crée les conditions idéales pour l'apparition de nouvelles maladies. Si nous voulons créer un développement durable et atteindre les ODD, nous devons considérer ces liens et relever les défis dans leur globalité. Par ailleurs, la crise du coronavirus a mis en avant la nécessité de renforcer la réponse mondiale et de garantir une répartition solidaire des vaccins, afin que tout le monde soit protégé.

PERSONNE NE DOIT ÊTRE LAISSÉ POUR COMPTE - UNE ATTENTION PARTICULIÈRE ACCORDÉE AUX POPULA- TIONS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Un principe transversal de l'Agenda 2030 veut que l'accent soit mis sur les personnes les plus vulnérables qui ont le plus de mal à subvenir à leurs besoins et à faire valoir leurs droits. C'est pourquoi une action spéciale doit être menée dans les pays fragiles et en situation de conflit. Dans ces pays, des populations entières sont laissées pour compte lorsque les États ne peuvent pas assurer leur sécurité, leur liberté, l'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation et l'accès à l'eau potable et à l'énergie, l'emploi et des perspectives d'avenir.

Partout où nous travaillons, il y a des personnes qui ont un besoin urgent d'aide et d'attention. Surtout dans les régions voisines aux crises et aux conflits. Cela vaut pour les groupes

de personnes qui sont poursuivies, exposées à la violence et à la stigmatisation ou exclues de la communauté, que ce soit en raison de leur sexe, de leur âge, d'un handicap, d'une maladie (comme le VIH/sida), leur opinion politique, leur appartenance syndicale, leur activisme, leur appartenance ethnique, leur orientation sexuelle, leur identité de genre, leur emploi, leur religion ou encore l'absence de celle-ci. Ces groupes recevront une attention particulière dans le cadre de nos actions. Avec nos partenaires, nous entendons défendre leur cause aux échelons local, national et international – même lorsque cela est difficile.

LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS SONT LE FONDEMENT DE NOTRE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

La dignité humaine est un droit inné. Tout individu a le droit de vivre en sécurité, d'être libre de penser, de parler et de croire comme il l'entend, de ne pas être opprimé et d'être libre de participer à la vie sociale qui l'entoure. C'est pourquoi les droits humains et la démocratie sont un objectif en soi. Pour autant, ils sont aussi le moyen de créer un monde plus juste, plus sûr, plus résilient et plus durable. Cela est crucial à une époque où la pauvreté, l'inégalité et le changement climatique mettent les humains sous pression.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Contribuent directement à:



Et contribuent aussi à:



Manifestation contre la junte militaire en Birmanie.

Photo: The Irrawaddy

Dans les pays où la démocratie fonctionne correctement, où la société civile est diversifiée et où la population a le droit de s'organiser (au sein de syndicats ou de partis politiques, par exemple), le niveau de prospérité est plus élevé. L'écart entre riches et pauvres se réduit lorsque tous les citoyens ont la possibilité de participer à des processus politiques ouverts et lorsque le niveau de corruption est bas.

Partout dans le monde, les droits et la démocratie sont mis de plus en plus à mal par des forces autoritaires. Souvent, le pouvoir est exercé de manière arbitraire et la pression sur les droits et la démocratie n'a fait que s'aggraver durant la pandémie. Les nouvelles technologies donnent aux forces autoritaires de toutes nouvelles possibilités de surveillance, d'oppression et de manipulation des informations. La société civile, les médias, les dirigeants syndicaux et les défenseurs des droits, de la démocratie, du climat et de l'environnement sont exposés à des abus, en ligne ou non, et privés d'une réelle influence.

Le défi est particulièrement grand dans les pays en développement où les institutions démocratiques sont fragiles. En outre, le manque de confiance entre le citoyen et l'État nuit à la responsabilité et à l'efficacité du secteur public qui doit garantir les droits de la population. Cela pose surtout un problème là où la corruption est très répandue.

Ce développement est injuste et engendre la pauvreté et l'inégalité – tant pour chaque individu que pour les groupes et la société dans son ensemble. À son tour, cela contribue aux crises, aux conflits et à l'instabilité, ce qui pousse les populations à fuir et entraîne une migration irrégulière. La forte croissance démographique et l'ampleur des jeunes générations

en Afrique nécessitent la mise en place d'autres conditions de vie qui garantiront leur implication et des chances égales. Les jeunes souhaitent suivre une formation, décrocher un emploi et bénéficier de perspectives. Mais les obstacles et l'immobilité qu'ils rencontrent contribuent à accentuer les frustrations.

Heureusement, tout espoir n'est pas perdu. Dans de nombreuses régions, des mouvements de protestation apparaissent. La crise climatique inspire à un renouvellement de l'engagement démocratique de par le monde. Les jeunes notamment reprennent position sur la démocratie et la politique. Et ils s'engagent plus que jamais dans des mouvements informels et des campagnes. Les plateformes numériques soutiennent cette tendance. Du jour au lendemain, les gens peuvent se mobiliser pour une cause qui leur est chère.

Le Danemark dispose d'atouts uniques pour promouvoir les valeurs démocratiques et les droits humains dans le cadre de la coopération au développement. Le modèle social danois et nordique est ancré sur des valeurs tels que la liberté, l'égalité, la participation aux décisions, la démocratie locale, de fortes communautés, l'égalité entre les sexes, le respect des droits humains, la transparence et un faible niveau de corruption. Cela vaut par exemple pour les droits des travailleurs, dont le droit de grève et l'accès aux négociations collectives. Et nous préconisons fortement une société civile active, diversifiée et indépendante. Nous sommes l'une des démocraties les plus numérisées au monde et en tête de la diplomatie technologique à l'échelle mondiale.



LE DANEMARK, LEADER INTERNATIONAL DANS LE DOMAINE DES DROITS

À travers sa coopération au développement, le Danemark est un fervent partisan de la démocratie et d'un monde fondé sur des règles communes. Nous nous engageons activement dans la lutte mondiale pour les valeurs sur lesquelles repose la coopération internationale. Nous voulons défendre et promouvoir les droits humains en mettant tout particulièrement l'accent sur les droits des jeunes filles, des femmes et des groupes marginalisés. Avec nos partenaires (non seulement l'Union européenne, les Nations Unies, des pays de même sensibilité et la société civile danoise et internationale, mais aussi des organisations régionales telles que l'Union africaine), nous œuvrons de manière à ce que chacun et chacune aient la possibilité de contribuer au développement de sociétés équitables et sûres.

Nous entendons contribuer au renforcement d'une bonne gouvernance axée sur des institutions démocratiques et transparentes. Cela est indispensable pour garantir les prestations sociales nécessaires, un vaste développement économique, la lutte contre la corruption et la sauvegarde des droits.

À partir d'une approche fondée sur les droits humains, nous entendons lutter pour garantir :

La démocratie, les droits humains et des sociétés civiles libres à l'ère de la numérisation. Les sociétés civiles indépendantes et diversifiées, les mouvements populaires, les partis politiques, les réseaux parlementaires transversaux, les institutions des droits humains et les médias sont autant d'acteurs qui peuvent réclamer des comptes aux dirigeants. Ils peuvent contribuer à empêcher la corruption et garantir la diffusion d'informations crédibles et une participation pour

tous. Nous allons maintenir un soutien ferme et ciblé aux défenseurs de la démocratie qui sont harcelés ou exposés à d'autres abus – sur Internet ou en personne. Cela vaut par exemple pour les défenseurs des droits humains, les journalistes, les syndicalistes, les membres d'organisations confessionnelles et les défenseurs de l'environnement. Nous voulons engager la société civile dans la lutte contre les dangers de la numérisation et contribuer à la mise en place d'une résilience numérique. Nous entendons appuyer un débat ouvert, la libre prise d'opinion et la liberté d'expression à l'ère numérique, en soutenant notamment la liberté des médias. Nous contribuerons au renforcement d'institutions démocratiques, comme les partis politiques, et notamment la participation des femmes et des jeunes dans les processus démocratiques. Par ailleurs, nous voulons renforcer notre engagement auprès des autorités, de la société civile et des entreprises pour garantir un développement et une application progressifs, responsables, démocratiques et sécurisés des technologies dans le plus grand respect des droits humains.

Les droits et la dignité des groupes marginalisés. Comme le veut sa renommée, le Danemark défend et entend continuer de défendre les droits des peuples autochtones, des minorités, des personnes LGBTI ainsi que des groupes vulnérables et démunis. Nous voulons entre autres consolider le rôle joué par les organisations professionnelles dans la promotion du respect des droits humains et de la démocratie et continuer notamment de promouvoir la liberté de pensée, de conscience et de religion pour toutes les communautés religieuses, les personnes non religieuses et les minorités. Nous voulons contribuer à lutter contre la discrimination, la stigmatisation et la

poursuite des groupes minoritaires, tels que les chrétiens et les personnes séropositives. Nous entendons, avec nos connaissances, nos réseaux et nos ressources, contribuer aux efforts déployés pour lutter contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. Et nous voulons donner une voix aux personnes atteintes d'un handicap.

L'égalité entre les sexes ainsi que les droits des jeunes filles et des femmes. L'égalité entre les sexes et la participation économique et politique des femmes contribuent au renforcement de la croissance et à la mise en place d'une société plus égalitaire et démocratique. Toutefois, les droits des femmes et des jeunes filles sont tout particulièrement mis à mal par des forces réactionnaires. Nous entendons maintenir un principe clé poursuivi par le Danemark depuis de nombreuses années, qui consiste à faire de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes et des jeunes filles une priorité transversale de notre action humanitaire et de nos actions pour le développement. L'égalité entre les sexes ne se limite pas à garantir aux jeunes filles et aux femmes un accès égal aux soins de santé et à l'éducation. Elle veut aussi que les hommes assument leurs responsabilités à la maison lorsque les femmes sont sur le marché du travail. Nous continuerons de jouer un rôle de premier plan dans la lutte internationale pour les valeurs fondamentales comme l'égalité entre les sexes et la sauvegarde des droits des jeunes filles et des femmes. Nous mettrons tout particulièrement l'accent sur la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG). Nous ferons preuve d'un haut niveau d'engagement dans les négociations internationales et créerons de fortes alliances politiques. Nous soutiendrons des actions

#ChalkBack est le nom d'une campagne contre les abus sexuels au Kenya, dans le cadre de laquelle les activistes écrivent leurs messages à la craie dans la rue. Les activistes collaborent également avec les dirigeants locaux et la police pour renforcer la sécurité de leur ville pour les enfants et les jeunes.

Photo: PlanBørnefonden

concrètes dans le domaine de l'égalité entre les sexes et des SDG à l'échelle locale et lors des crises humanitaires. Et ce, notamment, en mettant l'accent sur l'éducation, sur les droits économiques et politiques et la participation des jeunes filles et des femmes ainsi que sur la lutte contre les violences sexuelles et les violences basées sur le genre.

Une participation significative de la jeunesse. La génération actuelle d'enfants et de jeunes est historiquement la plus grande et constitue une énorme ressource pour un changement durable et stable. Il est donc crucial que la coopération au développement ait lieu en compagnie et avec la participation de la jeunesse et qu'elle ne soit pas seulement réalisée pour elle. Partout dans le monde, de jeunes activistes s'engagent dans la lutte pour l'égalité, la démocratie, les droits humains et le climat, par exemple. Ils se réunissent dans des organisations pour la jeunesse, des mouvements et d'autres réseaux peu structurés. Nous voulons, dans toutes nos actions pour le développement, soutenir les jeunes qui œuvrent à la création de changements positifs. Nous voulons leur permettre d'être entendus et impliqués de manière significative à titre d'acteurs égaux dans le développement de leurs sociétés. Nous voulons œuvrer à ce que les jeunes puissent participer aux décisions et influencer leur avenir. Nous voulons mettre les jeunes au centre des actions pour la paix et la sécurité. Parallèlement, nous entendons œuvrer de manière à ce que les vastes générations de jeunes, en Afrique notamment, bénéficient de perspectives d'avenir dans leur pays grâce à l'éducation, à l'innovation et à la création d'emplois décents.



Des États efficaces, démocratiques et responsables.

Dans plusieurs États fragiles (en Afrique, notamment), les conflits intérieurs peuvent également donner naissance à des problèmes dans d'autres pays. Cela peut entraîner une migration irrégulière ou forcer des personnes à fuir leur domicile. C'est pourquoi, nous voulons soutenir la capacité des autorités à garantir de manière efficace, ouverte et responsable le respect des droits humains et à assurer la santé, l'éducation et la protection sociale de leurs citoyens. À cet égard, les systèmes fiscaux locaux ont notamment un rôle à jouer en termes de financement des services sociaux. Nous voulons aider les États à renforcer leur légitimité et à bénéficier d'un plus grand soutien de leurs populations dans les zones fragiles. Pour ce faire, il est indispensable que la sécurité et la protection des citoyens soient garanties de manière efficace, ouverte et responsable. Nous mettrons l'accent sur la responsabilité des États en ce qui concerne le respect et la promotion de la liberté d'association, d'assemblée, du culte

et d'expression, l'accès à la participation politique et la mise en place de conditions raisonnables pour les associations et les médias. Nous voulons soutenir la capacité des États à améliorer les conditions de base nécessaires pour une croissance durable et pour l'emploi. Nous voulons contribuer à garantir l'alignement entre les droits humains et une croissance durable, ce qui confèrera également un avantage concurrentiel aux entreprises danoises. Nous voulons lutter contre la corruption ainsi que la fraude et l'évasion fiscales en renforçant les normes internationales. Dans les différents pays, nous entendons mettre l'accent sur les actions qui renforcent la redevabilité et luttent contre la corruption. Et nous entendons encourager la décentralisation et la participation locale aux prises de décisions.

PRESSION ACCRUE SUR LA DÉMOCRATIE, LES DROITS ET LES LIBERTÉS

Ces 15 dernières années, la pression globale sur la démocratie, les sociétés civiles, les droits et les libertés s'est accrue partout dans le monde. Au Danemark, la démocratie et les droits humains nous semblent être chose acquise. Pourtant, en 2020, plus de 40% de la population mondiale vivait dans des pays où la liberté est fortement limitée pour la société civile et les médias. Et moins de 4% de la population mondiale vivait dans des pays où les populations peuvent librement se rassembler et participer au développement de la société. Des sociétés robustes (institutions et organisations de la société civile indépendantes et, en particulier, des syndicats libres et démocratiques ainsi qu'une presse libre et indépendante) sont indispensables pour que les citoyens se trouvent localement en position de changer leurs sociétés, par le bas et en toute légitimité.

Les défenseurs de la démocratie et des droits sont exposés à des attaques et autres agressions. En 2019, pas moins de 250 journalistes ont été arbitrairement emprisonnés. Et en 2020, pas moins de 331 défenseurs ont été tués dans 25 pays différents. Les défenseurs de l'environnement se trouvent en première ligne. Les femmes qui défendent les droits humains sont particulièrement exposées et subissent souvent des violences et des abus du fait de leur sexe. Les pays où les travailleurs ne peuvent pas s'établir ou s'affilier à un syndicat sont de plus en plus nombreux. Le droit de grève est bafoué dans 85% des pays du monde et 80% d'entre eux empêchent certains travailleurs ou tous les travailleurs de participer à des négociations collectives.

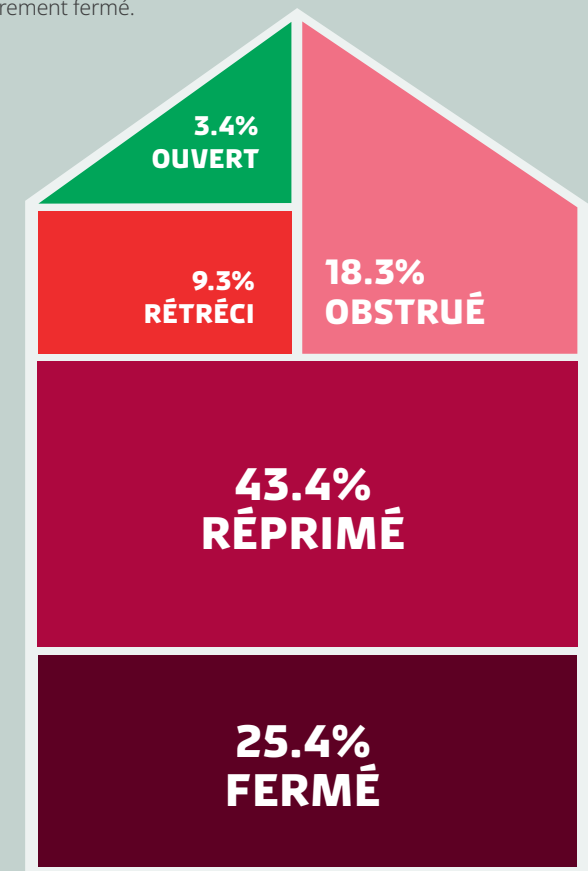
L'espace numérique est, lui aussi, sous pression. En 2020, Internet a été volontairement coupé 155 fois dans le monde pour limiter la liberté d'expression et l'accès à l'information, et ce, dans le cadre souvent de manifestations ou d'autres activités critiques à l'égard des gouvernements.

L'ESPACE CIVIQUE EST MIS À MAL

Seules 3,4% des organisations de la société civile dans 196 pays estiment qu'elles disposent d'un espace ouvert pour pratiquer leur liberté d'association, d'assemblée et d'expression. Inversement, près de 70% des organisations de la société civile estiment que leur espace est soit réprimé, soit entièrement fermé.

CIVICUS a classé l'espace civique dans 196 pays (respect dans la vie politique et pratique de la liberté d'association, d'assemblée et d'expression). Les chiffres se basent sur les données démographiques de la Banque mondiale en 2019.

Le graphique a été réalisé par CIVICUS – une alliance mondiale d'organisations de la société civile et partenaire du CISU danois.



Source: Monitor CIVICUS : surveiller l'espace civique.

CINQ FACTEURS INDISPENSABLES POUR DE BONNES CONDITIONS DE VIE

1. LES DROITS FONDAMENTAUX

comme la liberté, la non-discrimination, la participation, la transparence et la redevabilité, sont indispensables pour garantir le droit des enfants d'aller à l'école, le droit d'accès aux soins de santé pour toutes les personnes malades, le droit de participer au système politique pour chaque individu, le droit de se syndiquer et le droit de demander des comptes aux dirigeants.

2. DES CONDITIONS DE VIE PHYSIQUE ET PSYCHIQUE SAINES

sont cruciales pour qu'une personne puisse s'épanouir (par exemple, en participant à la vie active). L'accès aux soins de santé de base est important tant pour la prévention qu'en cas de besoin urgent. Cette nécessité s'est montrée d'autant plus vraie durant la pandémie de coronavirus suite à laquelle la plus grande pression exercée sur des systèmes de santé déjà fragiles a dégradé les conditions de vie de millions de personnes (notamment les plus vulnérables et les groupes marginalisés).

3. L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

et notamment la qualité de l'éducation sont importants pour que chaque individu puisse se prévaloir de ses droits. Les citoyens qui savent lire peuvent, par exemple, faire valoir leur droit d'accès aux soins de santé, participer de manière significative au processus politique et créer leur propre entreprise. En outre, la santé et l'éducation sont les leviers qui permettent de garantir l'égalité dans la société.

4. LE FILET DE PROTECTION SOCIALE

donne aux personnes pauvres et vulnérables la possibilité de sortir de la pauvreté et de résister aux chocs et aux crises. Le versement d'allocations de l'État aux personnes vulnérables, qui contribuent par exemple par leur travail à construire une route vers leur village, a aidé des millions de personnes à ne pas sombrer dans la pauvreté et à résister aux crises. Les filets de protection sociale de s'avérer d'autant plus importants dans le cadre des défis climatiques à venir (par exemple, pour aider les personnes qui, suite à une sécheresse, ont du mal à cultiver leur terre).

5. DES EMPLOIS VERTS ET DÉCENTS

contribueront à une croissance durable et aideront les populations à sortir de la pauvreté. Sans un secteur privé prospère, il sera impossible de garantir le développement sur le long terme. Il ne s'agit pas seulement du bien-être de chaque individu. Chacun doit avoir la possibilité de contribuer à la prospérité globale de la société, afin d'aider les groupes fragiles et vulnérables qui, pendant un certain temps, ne peuvent pas subvenir à leurs besoins.

JEUNES FILLES ET FEMMES

Les droits des femmes et des jeunes filles sont tout particulièrement mis à mal par les forces religieuses et réactionnaires. Chaque jour, dans le monde, 830 femmes meurent en couches et 33 000 jeunes filles de moins de 18 ans sont mariées. En outre, 200 millions de femmes et jeunes filles n'ont pas accès à la prévention. Chaque année, pas moins de trois millions de femmes et de jeunes filles risquent d'être excisées. Une femme déplacée sur cinq est exposée à des violences ou abus sexuels. L'égalité entre les sexes et les droits des jeunes filles et des femmes constituent donc une priorité transversale pour la coopération au développement danoise. L'égalité entre les sexes et la participation économique et politique des femmes contribuent aussi bien au renforcement de la croissance qu'à la mise en place d'une société plus égale, plus libre, plus sécurisée et plus démocratique.



1 jeune fille/femme déplacée sur 5 est exposée à des violences ou abus sexuels

Source: Réfugiées et migrantes, ONU Femmes

FAIRE NAÎTRE L'ESPOIR ET MIEUX AIDER PLUS DE PERSONNES

Le Danemark assume ses responsabilités internationales en luttant contre la pauvreté et l'inégalité. Et lorsque nous contribuons à faire naître l'espoir et créer des perspectives, il est nécessaire de s'attaquer aux facteurs fondamentaux qui forcent des millions de personnes à vivre en situation de crise ou dans le besoin. Nous devons faire davantage pour assurer la prévention des conflits et des crises et nous devons réagir en temps opportun pour y faire face. Nous offrons une aide humanitaire et nous réalisons des actions qui favorisent la paix, la stabilité et le développement.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Contribuent directement à:



Et contribuent aussi à:



Personnes déplacées en Éthiopie.

Photo: Ritzau Scanpix



Sur la base de la Convention de Genève sur les réfugiés, nous devons apporter notre aide dans les pays fragiles et les régions d'origine. C'est là que la pauvreté est de plus en plus concentrée. Et c'est là que l'impact de la crise climatique est le plus fort. Les déplacements et la migration irrégulière découlent de l'incapacité des sociétés fragiles et en conflits à garantir le bien-être, l'emploi, les droits, la démocratie et la sécurité pour leurs citoyens. Lorsque nous luttons contre la pauvreté et créons de nouvelles perspectives pour les populations vivant dans les zones de proximité et dans les pays fragiles, nous contribuons également à prévenir la migration irrégulière en Europe. La migration irrégulière a des conséquences humaines beaucoup trop graves et sape un système d'asile destiné aux réfugiés qui ont besoin d'une protection conformément à la Convention de Genève des Nations Unies et aux conventions internationales relatives aux droits humains.

La fragilité, les conflits et la violence (souvent accentués par le changement climatique, la pauvreté et une profonde inégalité) peuvent mener à la famine, à l'insécurité alimentaire et empêcher aux personnes de mener une vie décente. Dans de nombreux pays, l'autorité de l'État est affaiblie, voire non existante. L'extrémisme et le terrorisme prospèrent et de grandes régions dans des pays déjà affaiblis sont contrôlées par des groupes non étatiques. En conséquence, de plus en plus de gens sont forcés de fuir. Les pandémies sévissent sans relâche. Aujourd'hui, davantage de personnes ont plus que jamais besoin d'une aide humanitaire. Et l'aide humanitaire suffit de moins en moins à elle seule à résoudre les crises prolongées

qui frappent le monde. Il est indispensable de renforcer la prévention des conflits et la consolidation de la paix. En outre, des solutions plus durables doivent être trouvées sur les routes migratoires et dans les régions voisines aux conflits et aux crises humanitaires, conformément au pacte mondial pour les migrations et au pacte mondial sur les réfugiés.

L'inégalité sociale, politique et économique, la croissance démographique, le changement climatique et, plus récemment, les conséquences sociales de la crise du coronavirus dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles sont autant de facteurs qui affectent gravement les populations. La pression sur les droits et la démocratie aggrave la situation.

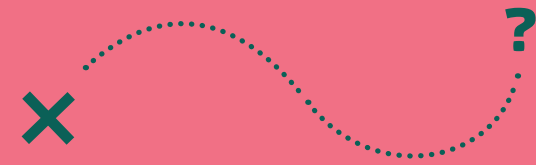
PLUS DE

80 MILLIONS

Cette évolution indique entre autres que le nombre de conflits armés est aujourd'hui plus élevé que jamais depuis 30 ans. À cela s'ajoute le fait que les crises et conflits actuels sont toujours plus prolongés et plus complexes. Cela signifie entre autres que les pays sont maintenus dans la fragilité, les conflits et la violence et que les pays voisins aux conflits, dans de nombreux cas, finissent par devoir accueillir d'importants groupes de réfugiés pas seulement pendant quelques années, mais pendant des décennies entières. Par ailleurs, la Banque mondiale estime

Source: UNHCR, Refugee Statistics

**DE PERSONNES SONT DÉPLACÉES –
SOIT 50% DE PLUS
QU'IL Y A DIX ANS**



que plus de 143 millions de personnes en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique du Sud seront forcées à se déplacer en 2050, aussi bien au sein de leur pays qu'à l'extérieur, sous le seul effet des changements climatiques.

Cela signifie aussi que les flux de migration irrégulière augmentent. Les gens ne quittent pas seulement leurs maisons pour des raisons de sécurité et pour se nourrir, mais aussi parce que leurs droits fondamentaux sont bafoués. Un destin horrible attend nombre d'entre eux. Des milliers de personnes meurent en tentant d'atteindre l'Europe. Et plus encore sont exposées à la violence et aux abus sur leur chemin. Beaucoup sont, par exemple, coincés en Afrique du Nord. Parallèlement, les passeurs se remplissent les poches sur le compte de ces personnes.

L'Europe risque elle aussi de voir un plus grand afflux de migrants et de réfugiés, qui l'obligera à trouver le moyen idéal de gérer cette situation et qui risque de mettre à mal la force de cohésion au sien de l'Union européenne et du Danemark. Les pays d'Europe consacrent de nombreuses ressources au traitement des demandes d'asile introduites par les personnes qui parviennent jusqu'à eux et qui, pour beaucoup, sont des migrants irréguliers qui, selon la Convention de Genève, n'ont pas besoin d'une protection. Ces ressources pourraient servir à aider de meilleure façon un plus grand nombre de personnes dans les zones de proximité où se trouvent les réfugiés les plus vulnérables.

Des réfugiés Éthiopiens traversent la rivière Tekeze vers le Soudan

Photo: © UNHCR/Olivier Jobard

PRÉCARITÉ GRANDISSANTE

155 MILLIONS

**DE PERSONNES EN SITUATION
D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET
NÉCESSITENT UNE ASSISTANCE
URGENTE EN 2020**

**Cela représente une augmentation de près de
20 millions de personnes en un an (2019 = 135
millions)**

Source: Programme alimentaire mondial de l'ONU : Personnes en situation de crise alimentaire ou pire, 2021

1 PERSONNE SUR 33

**Au plan mondial aura besoin d'aide humanitaire
humanitaire en 2021, soit trois fois plus qu'en 2014**



Source: Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Aperçu de la réponse humanitaire mondiale 2014 et Aperçu humanitaire mondial 2021



LES POINTS FORTS DU DANEMARK

Le Danemark fait partie des acteurs humanitaires les plus grands (en termes relatifs) et les plus importants au monde. Nous comptons parmi les leaders de développement de solutions plus durables pour les réfugiés, les populations déplacées et les communautés d'accueil locales. Cela se fait en étroite collaboration avec les pays concernés, les organisations de la société civile danoises, locales et internationales, l'UE, l'ONU et les banques de développement.

Avec nos partenaires, et notamment l'ONU, nous jouons le rôle de pionnier lorsqu'il s'agit d'adopter une approche cohérente de nos actions qui lie la coopération au développement, les actions humanitaires, la diplomatie et les actions pour la paix et la stabilité. Cela permet d'assurer une attention beaucoup plus grande accordée à la prévention et une réaction rapide. Notamment en soutenant activement les missions de prévention des conflits et de rétablissement de la paix de l'ONU et de l'UE. Le Fonds danois de contribution à la stabilité et à la paix est lui aussi, grâce à une coopération interservices, un outil efficace qui peut souvent être utilisé en parallèle avec d'autres instruments de développement, dont les programmes de développement bilatéraux et les actions humanitaires.

Le Danemark est présent sur les principales routes migratoires. Nous collaborons avec l'ONU, l'UE et les organisations internationales dans le cadre d'actions ciblées, par exemple, pour la protection (asile) et la lutte contre la traite et le trafic illicite des êtres humains. Parallèlement, le Danemark possède une précieuse expérience en matière d'utilisation de l'aide au développement pour promouvoir les rapatriements volon-



taires et la réintégration des demandeurs d'asile déboutés en séjour irrégulier au Danemark.

Nous voulons mettre à profit ces points forts et, en collaboration avec nos partenaires, intervenir de manière ciblée pour prévenir et limiter la pauvreté, l'inégalité, la fragilité, les conflits, la discrimination de genre et la violence, qui poussent à des déplacements forcés et à une migration irrégulière. Nous voulons œuvrer à la mise en place de solutions durables à long terme qui réduisent les besoins humanitaires et consolident la résilience. Cela vaut entre autres pour les actions dans le domaine de l'éducation et de la santé destinées aux réfugiés et aux personnes déplacées, si possible via le renforcement des capacités au sein des systèmes nationaux. Notre objectif est de limiter le plus possible les besoins humanitaires et de prévenir les crises, les conflits et la violence. Nous devons éviter que les populations soient forcées de fuir, de même que nous devons faire en sorte de

L'égalité des chances et les droits des jeunes filles et des femmes constituent une priorité transversale pour la coopération danoise au développement et jouent un rôle important dans les efforts déployés pour créer des perspectives, faire naître l'espoir et mettre en place des solutions décentes. La jeune fille est originaire d'Afghanistan, où les mariages forcés sont encore très répandus – les jeunes filles sont souvent mariées avant l'âge de 16 ans.

Photo: Kabul Wakil Kohsar, Ritzau Scanpix

réduire le nombre de migrants irréguliers. Cette tâche est vaste et compliquée, mais nous voulons, pour les millions de personnes gravement touchées, créer des perspectives, susciter l'espoir et mettre en place des solutions dignes plus près de leurs régions d'origine.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Les personnes qui empruntent les routes migratoires sont aussi bien des réfugiés que des migrants irréguliers. La distinction entre migrants réguliers/irréguliers et réfugiés est toutefois importante, vu que ces notions impliquent des exigences de protection différentes. Les demandeurs d'asile ont un droit conventionnel d'être protégés durant le traitement de leur demande d'asile et ne sont donc pas par définition des migrants irréguliers. Les personnes qui ont franchi une frontière pour demander l'asile dans un autre pays

et qui sont reconnues, par le pays de destination, comme des réfugiés au sens de la Convention de Genève sont en droit de demander une protection. Les personnes qui ne demandent pas l'asile ou les demandeurs d'asile déboutés ne sont pas en droit de demander une protection au sens de la Convention de Genève, mais continuent d'être protégés par les droits humains, comme les autres citoyens. Les États sont tenus d'accueillir leurs propres ressortissants qui ne sont pas en séjour régulier dans un autre pays. La migration irrégulière est à

l'origine notamment de la traite humaine, du travail forcé ainsi que de l'exploitation sexuelle et économique. Une migration en bonne et due forme présente des avantages, tandis que la migration irrégulière sape le système d'asile international, au préjudice des populations les plus pauvres et les plus vulnérables au monde.

PERSONNES DÉPLACÉES

Par « personnes déplacées », il est entendu les personnes qui, par exemple, suite à un conflit, une famine ou une catastrophe naturelle, sont forcées à quitter leurs domiciles, mais qui restent sur le territoire de leur pays d'origine. Elles ne sont donc pas formellement considérées comme des réfugiés et ne sont pas visées par la Convention de Genève, mais par les droits humains. Les personnes déplacées sont de plus en plus nombreuses. L'ONU estime que 48 millions de personnes ont été forcées à se déplacer en 2020.

Le Danemark offre une aide d'urgence aux personnes déplacées dans un grand nombre de régions d'origine via l'aide humanitaire. Entre autres partenaires importants dans le cadre de

ces actions, on trouve le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR), plusieurs organisations de la société civile danoises et les fonds humanitaires de l'ONU. Le Danemark s'attache en même temps à prévenir les déplacements internes et à promouvoir des solutions durables, par des actions visant à promouvoir la stabilité, le développement durable et à consolider la résilience des communautés locales.

Personnes déplacées depuis la région Somali d'Éthiopie et qui attendent la distribution de nourriture.

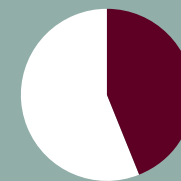
Source: Programme alimentaire mondial de l'ONU : Personnes en situation de crise alimentaire ou pire, 2021

Photo: Ritzau Scanpix



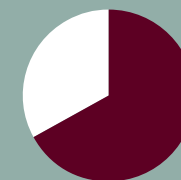
LES PERSONNES VIVANT DANS UNE PAUVRETÉ EXTRÊME SONT CONCENTRÉES DANS DES PAYS ET RÉGIONS FRAGILES

La pauvreté est de plus en plus concentrée dans des pays et régions fragiles. En 2020, quelque 44% de la population mondiale vivant dans une pauvreté extrême habitait dans des pays et régions fragiles. Soit 333 millions de personnes. En 2030, ce chiffre devrait atteindre au moins 67%, soit 360 millions de personnes. Durant cette même période, le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême dans d'autres pays passera de 418 millions à 210 millions. La pauvreté posera donc principalement un problème pour les pays fragiles. Parallèlement, la fragilité, les conflits et la violence forceront notamment plus de 82 millions de personnes à se déplacer, soit deux fois plus qu'il y a dix ans. L'ONU estime que 1 personne sur 33 aura, de manière générale, besoin d'une aide humanitaire en 2021, soit trois fois plus qu'en 2014.



2020

quelque 44% de la population mondiale vivant dans une pauvreté extrême habitait dans des pays et régions fragiles.



2030

ce chiffre devrait atteindre les 67%.

Source: Brookings, « Poverty and fragility: Where will the poor live in 2030? »

RÉGIONS FRAGILES ET D'ORIGINE

Par « régions fragiles », nous entendons les pays ou communautés qui, en termes politiques, économiques, sociaux, environnementaux ou sécuritaires, disposent d'une capacité et d'une résilience limitées pour prévenir et gérer les crises. La fragilité peut avoir de graves conséquences négatives: violence, conflits, pauvreté, inégalité, déplacements et détérioration de la biodiversité, par exemple. Lorsque l'on parle de fragilité en Afrique, c'est avant tout aux pays et régions particulièrement fragiles, tels que le Mali dans le Sahel et la Somalie dans la Corne de l'Afrique, que nous

pensons. Néanmoins, il existe des zones fragiles dans de nombreux autres pays pourtant stables, comme l'Éthiopie et le Nigeria.

L'expression « région d'origine » est utilisée dans le cadre de la politique étrangère et de développement danoise dans un sens à la fois géographique et thématique. La dimension géographique fait référence aux pays et régions voisins à des zones de conflit qui sont donc affectés par le conflit en question via un énorme afflux de réfugiés et de personnes

déplacées. Par exemple, on compte (en 2021) un demi-million de réfugiés au Kenya, 1,4 million en Ouganda et environ 1,7 million au Liban. De même, le nombre de déplacés internes a atteint 1,2 million de personnes au Burkina Faso, 4,8 millions en Afghanistan, 3,5 millions en Éthiopie et 3 millions en Somalie. La dimension thématique fait référence aux actions plus vastes qui portent également sur les flux migratoires mixtes (composés à la fois de migrants irréguliers et de personnes en fuite) et la migration irrégulière le long des routes migratoires.

LE LIEN ENTRE LE DÉVELOPPEMENT, LA PAIX ET L'ACTION HUMANITAIRE

Le Danemark fait preuve d'une grande capacité d'action, utilise tous les instruments disponibles et met à profit plusieurs décennies de présence dans les régions fragiles. L'engagement du Danemark au Sahel et en Afghanistan, par exemple, repose sur une étroite coopération en termes humanitaires et de politique étrangère, sécuritaire et de développement. Aussi bien en Afghanistan qu'au Sahel, le Danemark possède des programmes de développement à long terme, des programmes de contribution à la paix et à la stabilité, des actions dans les régions d'origine, des actions humanitaires et des contributions militaires aux missions de l'ONU (en cours de suppression en Afghanistan). Nous relient les instruments danois et les utilisons de manière complémentaires, pour atteindre des objectifs communs.

Le Danemark contribue à renforcer une approche cohérente – et pense à long terme dès le début. Pour le Sahel et l'Afghanistan, par exemple, les défis sont énormes: conflits actifs, gouvernements fragiles, crises humanitaires importantes et grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées. Si nous œuvrons à la mise en place de solutions durables sur le long terme, nous sommes toutefois prêts aussi à réagir rapidement lorsque de nouveaux défis surviennent ou que les défis actuels changent. Pour ce faire, le Danemark veille notamment à garantir l'accès aux services de base comme l'eau potable, et à créer des emplois dans les régions fragiles et pour les personnes déplacées. Et nous renforçons les droits humains et la démocratie via nos programmes de

Dans de nombreuses régions du monde, les enfants n'ont pas accès à l'éducation ou à une éducation de qualité. Des écoliers au Soudan du Sud.

Photo: Ritzau Scanpix



développement, nos actions dans les zones de proximité et l'aide humanitaire. En même temps, nous contribuons à prévenir les conflits, à consolider les systèmes judiciaires et les forces de défense et de sécurité et à stabiliser les régions via le Fonds danois de contribution à la stabilité et à la paix.

Le Danemark s'attache à promouvoir l'approche cohérente au sein de la coopération internationale dans les deux régions. Il en va de même pour la coopération avec l'Union européenne, l'ONU et la Banque mondiale ainsi qu'avec des alliés importants tels que la France et les États-Unis. Au Sahel, où la cohésion dans l'ensemble de la région est particulièrement importante, le Danemark participe à la Coalition pour le Sahel, qui regroupe des initiatives pour le Sahel dans le domaine de la sécurité et du développement, et au Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel, qui est chargé de coordonner et mobiliser les ressources pour rendre la région plus stable. En Afghanistan, le Danemark coopère aussi bien avec le gouvernement qu'avec des pays de même sensibilité via les mécanismes de coopération nationaux.

L'ÉDUCATION ET LA VIOLENCE DE GENRE EN SITUATION DE CRISE ET DANS LES SOCIÉTÉS FRAGILES

L'éducation joue un rôle fondamental dans le développement des sociétés démocratiques. Elle est cruciale pour garantir aux enfants des perspectives d'avenir égales. Pour chaque année de scolarisation, les jeunes filles voient leurs revenus attendus augmenter de 10 à 20%. Pour autant, beaucoup trop d'enfants n'ont pas accès à l'éducation ou à une éducation de qualité. Par exemple, la moitié des enfants de réfugiés dans le monde ne vont pas à l'école. Parallèlement, l'absence de scolarisation expose surtout les jeunes filles à un plus grand risque de violence sexuelle et de violence à caractère sexiste, de grossesse et de mariage précoces. Dans certains contextes de crise, plus de 70% des femmes ont été exposées à des actes de violence basée sur le genre.

OBJECTIF 1

LE DANEMARK DOIT

Prévenir la pauvreté, la fragilité, les conflits et la violence et créer des alternatives durables à la migration irrégulière et aux déplacements.

LE DANEMARK VEUT

- Faire naître l'espoir et créer des perspectives pour les populations en encourageant la sécurité et le développement économiques et sociaux dans les pays et régions fragiles et dans les zones de proximité en proie aux conflits et aux catastrophes. Et ce, notamment, en renforçant la capacité des États à garantir la sécurité, une plus grande égalité et la démocratie locale. C'est-à-dire de meilleures conditions pour que les populations puissent vivre librement dans de bonnes conditions.
- Garantir l'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité dans les pays fragiles et les zones de proximité, notamment en mettant l'accent sur les groupes marginalisés et les perspectives des femmes, des enfants et des jeunes.
- Soutenir les personnes les plus faibles et les plus vulnérables (dont les réfugiés et les personnes déplacées) en soutenant notamment la mise en place de filets de protection sociale, y compris dans les villes.
- Œuvrer au renforcement de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau, lesquels sont toujours mis plus à mal dans les pays et régions fragiles du monde.
- Contribuer à la création de perspectives d'avenir nouvelles et plus positives pour chaque individu via la création d'emplois, le renforcement des qualifications, la création d'entreprises et une croissance économique durable. Le secteur privé doit être impliqué et nous devons encourager un développement basé sur le marché en vue de créer des emplois.
- Renforcer les conditions-cadres pour que le secteur privé dans les pays en développement puisse générer de la croissance, créer des emplois décents et stimuler le développement. Nous voulons entre autres soutenir les partenaires sociaux et promouvoir des échanges commerciaux équitables et durables.
- Œuvrer à une transition verte et socialement juste. Nous voulons travailler dans le sens de systèmes fiscaux plus équitables, capables de contribuer à une redistribution sociale en améliorant, notamment la qualité des soins de santé et de l'éducation pour les personnes pauvres et vulnérables.
- Soutenir la préparation aux pandémies et l'agenda pour la vaccination via l'Union européenne et les actions multilatérales qui renforcent notamment la résilience des systèmes de santé et garantit le partage des vaccins.

OBJECTIF 2

LE DANEMARK DOIT

Lutter contre la migration irrégulière et aider de meilleure façon un plus grand nombre de personnes le long des principales routes migratoires.

LE DANEMARK VEUT

- Travailler pour des approches novatrices et pour un système d'asile plus juste et plus humain. Nous devons remédier aux faiblesses du système d'asile international, afin d'offrir une meilleure protection à un plus grand nombre de réfugiés et d'endiguer la migration irrégulière.
- Aider de meilleure façon un plus grand nombre de personnes le long des principales routes migratoires et, ce faisant, éviter également que les réfugiés et les migrants irréguliers ne se retrouvent dans des situations vulnérables et ne soient exposés à des actes inhumains et des abus.
- Renforcer la coopération avec les pays notamment d'Afrique du Nord et de l'Ouest des Balkans, afin qu'ils puissent prendre en charge la migration irrégulière dans le plus grand respect des droits humains.
- Renforcer la capacité des pays en développement à gérer leurs frontières selon une approche basée sur les droits en application, à offrir une protection et à prendre en charge la migration irrégulière, dans le plus grand respect des critères internationaux à la base de l'aide au développement, comme définie par l'OCDE.
- Renforcer la coopération pour le rapatriement volontaire des demandeurs d'asile déboutés en séjour irrégulier au Danemark.

OBJECTIF 3

LE DANEMARK DOIT

Prévenir les crises humanitaires et être un partenaire humanitaire fort pendant et après les crises.

LE DANEMARK VEUT

- Aider les réfugiés et les personnes déplacées vulnérables ainsi que les communautés locales en cas de crises, de conflits ou de catastrophes. Nous voulons contribuer à un accès efficace à une protection et à une aide vitale sous la forme notamment d'une aide alimentaire et de soins de santé. L'action devra être réalisée en étroite collaboration avec des organisations de la société civile danoises, des partenaires humanitaires et du développement multilatéraux, l'Union européenne et les pays nordiques.
- Continuer de travailler au renforcement de la protection des réfugiés sur la base du droit international des réfugiés, dont la Convention de Genève de 1951 et les conventions internationales relatives aux droits humains.
- Promouvoir la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG) dans le cadre des actions humanitaires.
- Jouer le rôle de pionnier dans la lutte contre les violences sexuelles et à caractère sexiste à l'encontre des jeunes filles et des femmes forcées à se déplacer et privilégier les actions soutenant cette lutte, notamment en les aidant à survivre.
- Promouvoir l'égalité entre les sexes pour les jeunes filles et les femmes forcées à se déplacer, notamment via l'accès au marché du travail, à une éducation de qualité et à leur participation dans les processus de décision.
- Intégrer la santé mentale et le bien-être psychosocial dans les actions humanitaires.
- Œuvrer à garantir une éducation de qualité pour les enfants et les jeunes dans le cadre des actions humanitaires et des actions pour le développement. Le Danemark veut œuvrer à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables, à une plus grande qualité d'éducation et à l'égalité entre les sexes dans et via l'éducation, afin que les garçons et les filles puissent devenir des citoyens égaux.
- Garantir que la gestion des conflits, la consolidation de la paix et la reconstruction sociale et économique font partie de nos actions dès le début. Ce faisant, nous entendons supprimer les frontières inefficaces entre l'aide humanitaire d'urgence et l'action pour le développement à long terme et soutenir la cohérence entre les actions humanitaires, le développement et la consolidation de la paix dans le cadre aussi bien de nos propres actions que celles de l'ONU et de l'UE.
- Continuer de jouer un rôle de premier plan dans la conception de solutions novatrices, solidaires et durables sur le long terme pour les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil conformément au pacte mondial sur les réfugiés.

OBJECTIF 4

LE DANEMARK DOIT

Garantir la sécurité et la protection via la consolidation de la paix et la stabilisation.

LE DANEMARK VEUT

- Lutter contre les causes fondamentales de la fragilité, de l'instabilité, des crises et des conflits en intégrant systématiquement la prévention dans nos actions, en soutenant la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la stabilisation et en intégrant les groupes marginalisés, les femmes, les enfants, les jeunes, le climat et les droits humains dans tout ce que nous entreprenons. Nous voulons relier les actions humanitaires à la stabilisation et au développement sur le long terme.
- Contribuer à la reconstruction des sociétés, afin que les populations puissent s'installer et vivre dans leurs pays d'origine. Et ce, par le biais de tous types d'action, de la reconstruction des routes, hôpitaux et écoles détruits pour que la démocratie soit consolidée (les parlements, le secteur public et la justice).
- Soutenir les actions pour la paix et la stabilité de l'ONU et les missions civiles de l'UE dans les zones de crise. Nous entendons avant tout nous concentrer sur le dialogue politique et une participation intégrale, égale et significative des femmes et des jeunes dans les actions de prévention des conflits et pour la paix, conformément aux agendas pour la paix et la sécurité (résolutions 1325 et 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies).
- Appuyer et renforcer la coopération multilatérale en ce qui concerne la fragilité, les conflits et la violence. La candidature danoise au Conseil de Sécurité de l'ONU en 2025-26 joue un rôle essentiel à cet égard. Elle se basera sur l'image du Danemark, réputé pour le vaste soutien qu'il offre au système onusien pour le développement et l'aide humanitaire.
- Coopérer avec des acteurs locaux, régionaux et internationaux, dont l'Union africaine, dans le cadre d'actions pour la stabilité et la prévention des conflits dans les régions fragiles et en conflits, notamment en prévenant le crime organisé, la piraterie et l'extrémisme violent et en luttant contre ceux-ci.

LA LUTTE POUR LE CLIMAT, LA NATURE ET L'ENVIRONNEMENT

Les changements climatiques et la pression sur la nature font partie des plus graves menaces internationales de notre époque. Nos conditions de vie sont mises à mal. Il faut donc de toute urgence nous adapter aux changements climatiques, renforcer notre résilience et nous prévenir d'une aggravation de la pauvreté et de l'inégalité. Parallèlement, nous devons encourager la transition verte. Les populations les plus pauvres doivent avoir accès à une énergie propre et à de l'eau potable tout en réduisant les émissions de CO2 dans le monde. Enfin, la nature dans les pays en développement doit être exploitée de manière durable et la biodiversité doit être protégée.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Contribuent directement à :



Et contribuent aussi à :



Le changement climatique contribue à mettre la pression sur les ressources en eau de la planète. En l'absence de réaction, le nombre de personnes n'ayant pas accès à de l'eau potable va augmenter. En Afrique subsaharienne, quelque 300 millions de personnes sont déjà concernées par ce problème.

Photo: Shutterstock



La Terre entière subit le changement climatique. Sécheresses, inondations et tempêtes sont de plus en plus fortes et de plus en plus fréquentes. Les populations pauvres des pays les moins développés sont les plus gravement touchées et ne sont pas préparées pour y résister – notamment dans les pays fragiles et vulnérables comme les pays d'Afrique et d'Asie et les petits États insulaires.

Les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les objectifs de développement durable de l'ONU sont étroitement liés. Le changement climatique, la crise de la biodiversité et la pollution des environnements vulnérables s'aggravent et s'intensifient mutuellement. Ils ont pour conséquence la pauvreté, la famine et l'insécurité alimentaire et créent les conditions idéales pour la propagation de maladies existantes et nouvelles.

Si nous n'agissons pas, le changement climatique et la surexploitation de la nature forceront des millions de personnes à fuir. Aujourd'hui déjà, le changement climatique fait partie des principales causes des déplacements forcés. Les groupes les plus gravement touchés sont le plus souvent les femmes, les jeunes filles et les groupes marginalisés. Entre autres, les jeunes filles et les femmes sont particulièrement exposées à des abus ou n'ont plus accès à l'éducation et au travail lorsqu'elles sont forcées à quitter leur région d'origine. Le changement climatique et la destruction des écosystèmes provoquent et renforcent les conflits et la fragilité, lesquels aggravent à leur tour la pauvreté et l'inégalité. Cela peut entraîner un cercle vicieux. L'accès à l'eau et à la terre sont

notamment des causes fréquentes de tensions et de conflits entre les groupes de population – et entre les pays.

Les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement sont les plus touchés par le changement climatique alors que leurs émissions de CO₂ sont les plus basses. À l'heure actuelle, les pays en développement aux économies émergentes sont responsables de la majorité des émissions mondiales de CO₂, en provenance notamment du charbon. À elle seule, la Chine émet aujourd'hui plus de gaz à effet de serre que tous les autres pays développés réunis.

Une transition des hydrocarbures vers des solutions vertes s'impose dans les grandes économies émergentes, ainsi qu'un énorme effort pour créer une résilience au changement climatique dans les pays les plus pauvres. Sans cela, les températures croissantes priveront les pasteurs du Sahel ou les pêcheurs de la Corne de l'Afrique de leurs moyens de subsistance avec une force et une imprévisibilité qui auront des répercussions humaines imprévisibles.

Pour la plupart, la population des pays pauvres du monde travaille directement ou indirectement dans l'agriculture et la production agroalimentaire, lesquelles sont de plus en plus affectées par le changement climatique. Sans adaptation, le changement climatique et la crise de la biodiversité anéantiront les conditions de vie de nombreuses populations. Parallèlement, la rapide croissance démographique exerce, dans de nombreuses régions, une forte pression sur la nature. Nous devons intervenir pour protéger et rétablir la nature et

les écosystèmes, comme les forêts, les zones humides et les océans. Avec les réductions des émissions nationales, il s'agit là de la façon la meilleure et la moins coûteuse de prévenir le changement climatique et de renforcer notre résilience à celui-ci, de préserver la biodiversité et de créer des perspectives économiques et des emplois verts. Les actions pour l'environnement et la nature doivent en même temps contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre, par exemple à l'aide de nouvelles forêts protégées qui absorbent le carbone.

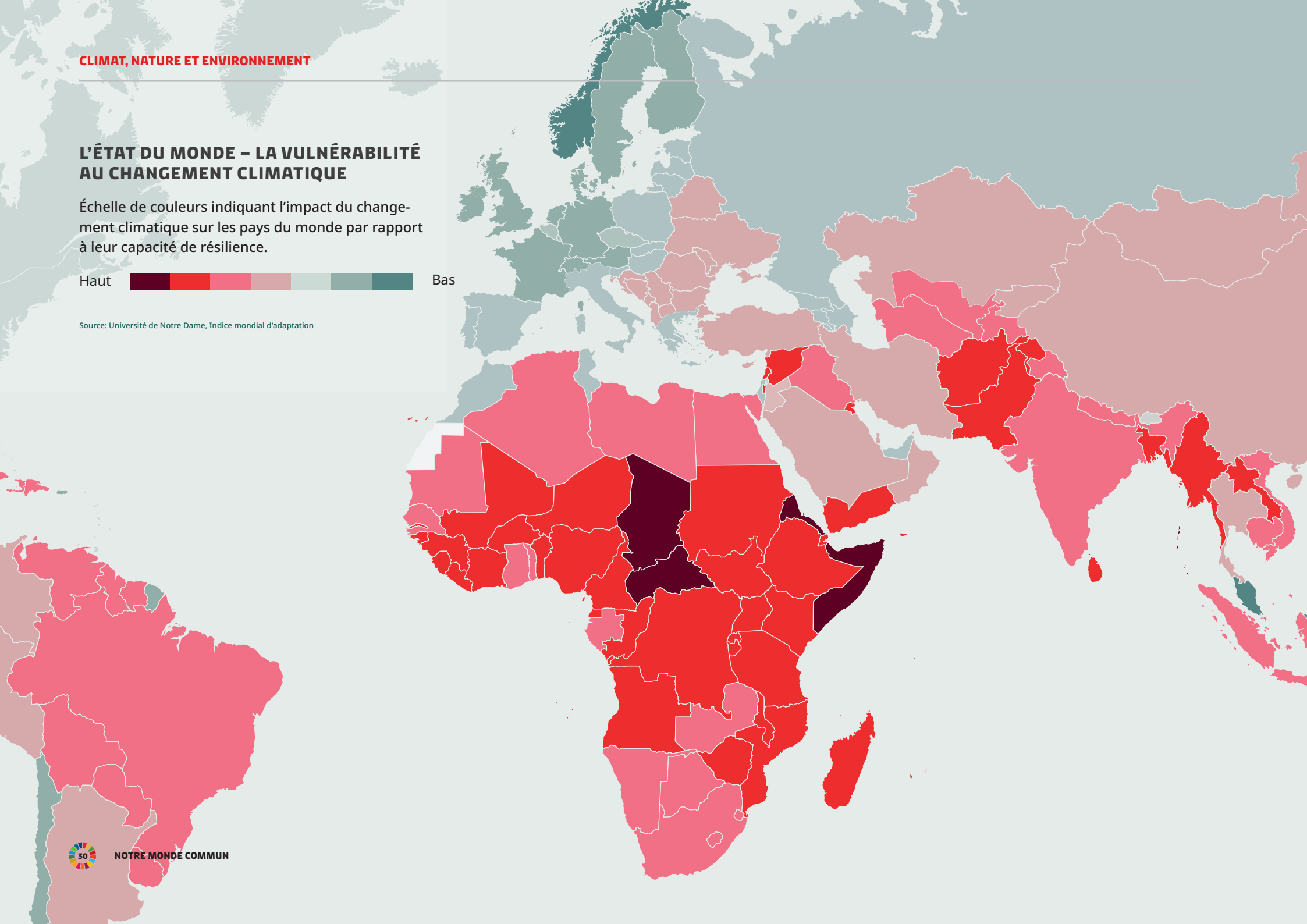
La crise du coronavirus et ses conséquences économiques à long terme risquent de faire dérailler la transition verte. Le recul de la croissance économique a largement entamé les finances publiques et celles des ménages dans les pays en développement. Cela veut dire, par exemple, que des solutions énergétiques durables ont été laissées de côté bien qu'elles soient plus économiques sur le long terme. Inversement, la crise nous offre également une opportunité. Via la coopération au développement, le Danemark veut montrer la voie vers une reprise économique verte, axée sur le développement durable à long terme. À cet égard, la coopération interservices, basée sur les expériences danoises aussi bien dans le domaine de la transition verte que dans le secteur privé, a un rôle essentiel à jouer. Parallèlement, la reprise verte devra être socialement juste et profiter des nouveaux emplois qui seront créés en grand nombre dans les secteurs verts.

L'ÉTAT DU MONDE – LA VULNÉRABILITÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Échelle de couleurs indiquant l'impact du changement climatique sur les pays du monde par rapport à leur capacité de résilience.

Haut  Bas

Source: Université de Notre Dame, Indice mondial d'adaptation



LES POINTS FORTS DU DANEMARK

En tant que pionnier vert, le Danemark pourra servir d'exemple en renforçant largement l'action pour le climat, la nature et l'environnement dans le cadre de la coopération au développement à l'aide de solutions danoises. Le Danemark pourra fortement contribuer à promouvoir une action climatique internationale grâce à sa solide législation nationale dans le domaine climatique et à son objectif (qui est l'un des plus ambitieux au monde) visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 70% d'ici à 2030. Historiquement et moralement parlant, le Danemark se doit de montrer l'exemple. Le Danemark a montré que la croissance économique et la transition verte pouvaient aller de pair. Nous inspirons et influençons le reste du monde en montrant qu'une société verte n'exclut pas le bien-être et la prospérité.

La diplomatie climatique danoise, les atouts écologiques des entreprises danoises, la coopération interservices, l'innovation et la recherche au Danemark et la coopération au développement doivent se soutenir mutuellement. De cette façon, nous pourrons, entre autres, entraîner nos partenaires sur une voie plus ambitieuse sur le plan climatique. Parallèlement, l'action du Danemark pour le climat, la nature et l'environnement dans le cadre de la coopération au développement repose sur une présence à long terme. Nous avons acquis une solide expérience en renforçant nos partenaires locaux dans plusieurs pays les plus vulnérables au monde, comme au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et en Asie, dans les domaines, par exemple, de l'eau et de l'agriculture. Cela vaut aussi pour la société civile danoise qui, depuis des décennies, se consacre au climat, à la nature et à l'environnement dans les pays en développement. Le rôle de leader vert joué par le Danemark doit être renforcé davantage encore en faisant du climat et de l'agenda vert une priorité centrale de toutes les stratégies de partenariat pays et stratégies organisationnelles pertinentes et un thème transversal des actions danoises.

Le Danemark doit montrer l'exemple en concluant des partenariats novateurs avec les sociétés civiles, les entreprises et les autorités.

Nous coopérons avec d'autres pays et via l'UE et l'ONU pour établir les meilleures alliances qui démultiplieront nos actions. Le Danemark doit être le petit engrenage vert qui fait tourner la roue des grands acteurs. Et c'est ce qui se passe lorsque nous inspirons les grands émetteurs de CO₂ à agir pour le climat, notamment via la coopération interservices dans le domaine de l'énergie durable ou de l'efficacité énergétique, lorsque nous soutenons des partenariats verts entre les organisations de la société civile et les entreprises ou lorsque nous faisons en sorte que les fonds internationaux pour le climat et l'environnement, comme le Fonds vert pour le climat ou le Fonds mondial pour la protection de l'environnement, garantissent le financement de l'adaptation au changement climatique dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Le Danemark a également montré la voie via le Fonds danois pour la réalisation des objectifs de développement durable et le Fonds danois pour un avenir vert. Le Danemark doit continuer à montrer l'exemple en garantissant des financements novateurs au profit du climat et du développement durable.

Le changement climatique met de plus en plus à mal les conditions de vie des humains. L'image montre des pasteurs avec leurs chèvres dans le désert éthiopien. Dans de nombreuses régions du monde, les pasteurs ont de plus en plus de mal à trouver des pâturages pour leurs animaux.

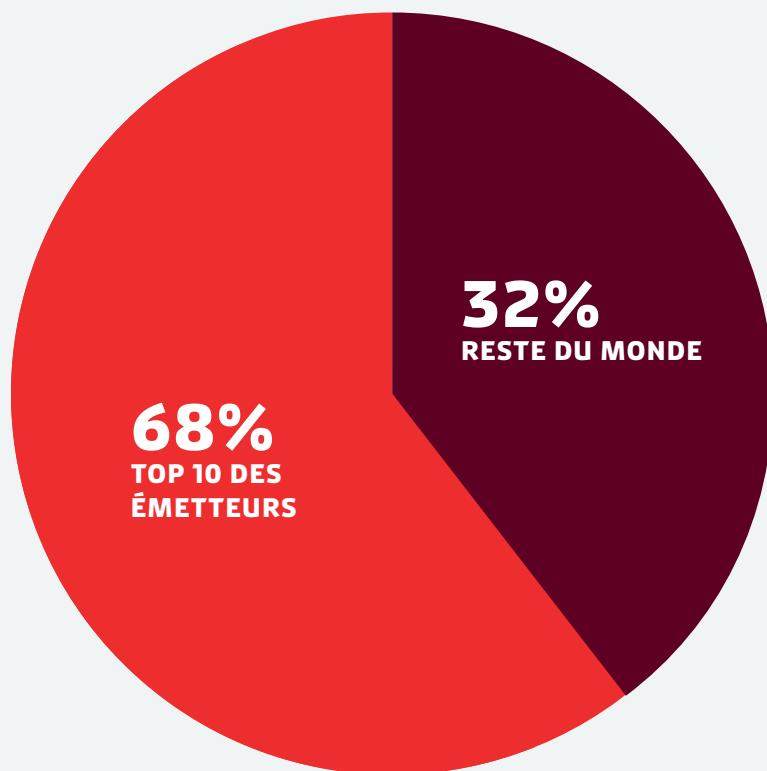
Photo: Jeppe Gudmundsen-Holmgreen



LES GRANDS ÉMETTEURS

À l'heure actuelle, les grandes économies émergentes sont à l'origine d'une part importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre

1.1% Afrique du Sud
1.4% Mexique
2.0% Indonésie
2.2% Brésil
2.5% Japon
5.4% Russie
7.1% Inde
7.5% L'UE
12.7% États-Unis
26.1% Chine



Source: World Resource Institute, 2018

UNE ACTION GUIDÉE PAR L'ACCORD DE PARIS

Le Danemark entend honorer ses engagements, notamment dans le domaine du financement international de l'action climatique, et montrer la voie à suivre pour atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris. La coopération danoise au développement doit contribuer aux trois objectifs principaux de l'Accord de Paris :

1. Chercher à limiter la hausse des températures mondiales à 1,5 °C.
2. Accroître la capacité d'adaptation et encourager la résilience aux répercussions du changement climatique, qui sont les plus graves pour les populations les plus pauvres.
3. Convertir les flux d'investissement, afin qu'ils appuient la transition vers de basses émissions et la résilience au changement climatique.

Dans le cadre des trois objectifs connexes de l'Accord de Paris, la coopération danoise au développement doit tout particulièrement mettre l'accent sur l'adaptation au changement climatique dans les pays les moins développés du monde et dans les petits États insulaires en développement. En contribuant fortement et de plus en plus au financement international de l'action climatique, le Danemark est en même temps bien placé pour servir de médiateur entre les pays développés et les pays en développement dans le domaine climatique.



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES METTENT LA PRESSION SUR LES RESSOURCES EN EAU DE LA PLANÈTE

300 MILLIONS

DE PERSONNES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE N'ONT PAS ACCÈS À DE L'EAU POTABLE.

Ce chiffre est voué à augmenter sous l'effet des changements climatiques, si nous n'agissons pas. L'accès à l'eau est essentiel pour lutter contre l'insécurité alimentaire et prévenir les crises sanitaires et les conflits. En même temps, plus on renforce l'accès à l'eau, plus on renforce aussi l'égalité entre les sexes. Chaque semaine, les jeunes filles et les femmes dans les pays en développement passent de nombreuses heures à aller chercher de l'eau et à ramasser du petit bois. Dans de nombreuses régions, elles doivent aller de plus en plus loin pour trouver de l'eau potable, car les changements climatiques entraînent des périodes de sécheresse toujours plus extrêmes. Leurs journées de travail sont d'autant plus longues. Les jeunes filles et les femmes ont d'autant moins de temps à consacrer à leur éducation et sont d'autant plus exposées aux abus.



4 PERSONNES SUR 10

En Afrique subsaharienne, 4 personnes sur 10 n'ont pas accès à un service d'approvisionnement de base en eau potable

Dans de nombreuses régions du monde, il faut marcher loin pour trouver de l'eau. Généralement, ce sont les jeunes filles et les femmes qui doivent parcourir bon nombre de kilomètres pour atteindre le puits ou la pompe à eau le/la plus proche.

Photo: Jeppe Gudmundsen-Holmgreen

Source: OMS, Rapport 2015 du JMP : faits essentiels

Source: UNICEF/OMS, programme commun de surveillance du 6e ODD, 2017

L'UTILISATION D'UNE ÉNERGIE PROPRE POUR LA CUISSON SAUVE DES VIES

Chaque année, plus de quatre millions de personnes meurent précocement sous les effets de la pollution intérieure. Cela tient avant tout à l'utilisation de sources d'énergie polluantes pour la préparation des repas. Ce sont tout particulièrement les femmes et les enfants de moins de cinq ans qui souffrent de graves infections des voies respiratoires. Rien qu'en Afrique, près de 900 millions de personnes n'ont pas accès à une énergie propre pour la cuisson de leurs repas. Ce chiffre a augmenté de 15% depuis 2010. C'est pourquoi, le Danemark, en collaboration avec la Banque mondiale, s'est engagé à promouvoir l'utilisation d'énergie propre et de cuisinières de meilleure qualité pour la préparation des repas. Non seulement cela renforcera la santé des femmes et des enfants, mais cela contribuera souvent aussi à alléger la charge de travail pour les femmes et les jeunes filles et à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de particules de suie toxiques.

L'ÉNERGIE PROPRE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Plus d'un demi-milliard de personnes en Afrique subsaharienne n'ont pas accès à une énergie moderne. L'accès à l'énergie propre est indispensable pour la lutte contre la pauvreté, la croissance et l'emploi, ainsi que pour l'éducation, l'égalité entre les sexes et la santé. L'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables est une bonne chose pour le climat. Elle est importante aussi pour la production des entreprises, les pompes à eau solaires et le rechargement des téléphones portables, notamment, ou pour donner envie aux enfants et aux jeunes de faire leurs devoirs le soir. Nous devons aider les pays en développement les plus pauvres à adopter directement des technologies durables plutôt que s'en tenir à des systèmes d'énergie fossile comme le charbon.

548 MILLIONS

DE PERSONNES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE N'ONT PAS ACCÈS À UNE ÉNERGIE MODERNE

Source: Tracking SDG7: The Energy Progress Report 2020 ». IEA, IRENA, UNSD, Banque mondiale, OMS

L'ACTION POUR LE CLIMAT RENFORCE LES DROITS HUMAINS!

Nos actions pour le climat et l'environnement doivent renforcer les droits humains et garantir que nul n'est laissé pour compte. Par exemple, l'égalité entre les sexes et les droits des jeunes filles et des femmes doivent être promus dans les actions entreprises par le Danemark pour améliorer l'accès à l'eau. Il est crucial aussi que les citoyens soient impliqués à l'échelle locale dans les actions vertes. Cela vaut surtout pour les peuples autochtones et les défenseurs de l'environnement. Leur rôle, qui consiste à préserver et renforcer la biodiversité ainsi qu'à prévenir et combattre le changement climatique et la destruction de l'environnement et de la nature sous l'action de l'homme, est vital.

DES SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE POUR RÉSOUDRE PLUSIEURS PROBLÈMES EN MÊME TEMPS

Par « solutions basées sur la nature », on entend des solutions qui visent à protéger, restaurer et utiliser la nature de manière durable pour relever des défis tels que le changement climatique, les problèmes liés à la biodiversité, l'insécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'eau. Par exemple, la restauration des mangroves contribue à absorber de grandes quantités de CO₂. De plus, elles constituent des habitats importants pour la faune et protègent les littoraux contre les inondations. Parallèlement, des solutions basées sur la nature peuvent contribuer à prévenir les conflits. Selon les estimations de l'ONU, plus de 40% de tous les conflits internes de ces 60 dernières années sont liés à des différends portant sur l'accès aux ressources naturelles. Des solutions basées sur la nature sont particulièrement pertinentes pour un grand nombre des populations pauvres dans les pays en développement, qui dépendent par exemple de l'agriculture, de la pêche ou de la sylviculture. C'est pourquoi le Danemark entend soutenir les organisations internationales et danoises qui cherchent à diffuser des solutions basées sur la nature.

LE DANEMARK TOUT ENTIER CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE MONDIAL

L'expérience et les compétences acquises par le Danemark dans le domaine de la transition verte et du développement durable offrent à notre pays une occasion unique de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le monde et à promouvoir des solutions vertes dans les pays en développement. Les autorités danoises possèdent plusieurs décennies d'expérience dans la mise en place des conditions nécessaires pour garantir le succès de la transition verte, et les entreprises danoises et autres acteurs, comme les institutions du savoir, jouent un rôle de premier plan dans le développement et la réalisation de solutions vertes dans le domaine notamment de l'énergie renouvelable, du chauffage urbain, de l'efficacité énergétique, de l'eau potable, des eaux usées, d'une production agroalimentaire efficace et des biocarburants.

ACCÈS AUX MARCHÉS DE L'UE ET COOPÉRATION COMMERCIALE RÉGIONALE

Le Danemark s'attache à améliorer la possibilité pour les pays en développement d'accéder au marché européen via notamment les accords commerciaux de l'UE et son régime d'accès au marché pour les pays en développement, dont les pays particulièrement pauvres et fragiles. Cela doit contribuer à générer de la croissance, créer des emplois et réduire la pauvreté. Le Danemark s'est également fixé comme objectif de promouvoir le développement durable et les droits humains, dont les droits des travailleurs. Nous nous attacherons à l'avenir à faire en sorte que la politique commerciale de l'Union européenne pour les pays en développement soit plus verte et plus ouverte. S'agissant de la promotion du commerce régional sur le continent africain, le Danemark soutient entre autres l'action de l'Union africaine et des Nations Unies pour accroître l'intégration régionale et le commerce intrarégional de manière durable.

OBJECTIF 1

LE DANEMARK DOIT

Renforcer l'action pour l'adaptation au changement climatique, pour la nature, pour l'environnement et pour la résilience dans les pays les plus pauvres et vulnérables.

LE DANEMARK VEUT

- Augmenter l'aide offerte à l'adaptation au changement climatique et à la création d'une résilience à l'échelle locale bien avant que ne surviennent des catastrophes. L'action cible les pays les moins développés et les plus vulnérables ainsi que les populations pauvres.
- Jouer le rôle de leader international dans le domaine de l'adaptation au changement climatique et s'attacher à faire en sorte notamment qu'une part beaucoup plus grande de l'aide climatique offerte par les pays riches aille dorénavant à l'adaptation au changement climatique, en mettant l'accent sur les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement.
- Repenser et améliorer l'accès à l'eau en Afrique dans les zones rurales et urbaines. Cela englobe l'eau potable, l'eau servant à la production et aux récoltes, l'assainissement ainsi que la gestion et le recyclage des eaux usées. La coopération interservices dans le domaine de l'eau sera l'un des principaux éléments à cet égard.
- Renforcer la biodiversité et promouvoir des solutions basées sur la nature, notamment en soutenant la protection, la préservation et la restauration de la nature comme les forêts, les voies d'eau douce, les littoraux et les zones humides et en garantissant une gestion et une utilisation durables des écosystèmes.
- Soutenir une agriculture adaptée au changement climatique et des systèmes agroalimentaires durables, prévenir les pertes et gaspillages alimentaires, promouvoir des méthodes de culture agroécologiques et renforcer les chaînes de valeur vertes. Et ce, pour garantir la résilience, améliorer l'insécurité alimentaire et créer des emplois.
- Œuvrer à ce que les produits agricoles soient fabriqués de manière durable et sans danger pour la santé dans les pays en développement. C'est-à-dire notamment sans aucune déforestation dans les pays producteurs, afin de protéger le climat, la biodiversité et les conditions sociales.
- Contribuer à garantir une infrastructure adaptée au changement climatique. Mettre l'accent, entre autres, sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les villes à forte croissance qui sont affectées par le changement climatique.
- Promouvoir une adaptation locale au changement climatique, y compris des solutions basées sur la nature qui assurent l'appropriation et l'implication des personnes et communautés vulnérables dans le développement des projets et qui garantissent qu'elles ont accès au financement de l'action climatique.
- Prévenir les conflits et les déplacements en promouvant des actions qui font le lien entre le climat et la sécurité, par exemple, via des actions ciblées pour améliorer l'accès à l'eau. Le lien entre le climat et les conflits est clair et net et jouera un rôle prépondérant dans la candidature du Danemark au Conseil de Sécurité de l'ONU.
- Contribuer à prévenir et limiter le risque de pertes et de dégâts suite aux effets du changement climatique et contribuer à la reconstruction en cas de catastrophe climatique.

OBJECTIF 2

LE DANEMARK DOIT

Jouer le rôle de leader international en matière de réduction des émissions, de transition verte et d'accès à l'énergie propre.

LE DANEMARK VEUT

- Garantir l'accès à une énergie renouvelable et propre pour un plus grand nombre de personnes en Afrique, afin de créer des emplois et de promouvoir le développement social et économique. Cela englobe également l'accès à des sources d'énergie propre à domicile, pour contribuer à la santé et à l'égalité entre les sexes.
- Consolider le rôle de premier plan joué par le Danemark dans la réalisation du 7e ODD et élargir la coopération énergétique liée à la transition verte dans les pays en développement, y compris promouvoir l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique. Cela vaut tout particulièrement dans les économies émergentes qui produisent de hauts taux d'émissions. La coopération interservices dans le domaine de l'énergie jouera un rôle crucial dans la promotion de la transition verte et le soutien de la diplomatie climatique danoise.
- Promouvoir des plans d'action climatique nationaux ambitieux qui permettent aux économies en développement et émergentes d'abandonner les sources d'énergie fossiles, dont le charbon, pour adopter des sources d'énergie renouvelables. Le rôle important de défenseur joué par la société civile doit être renforcé dans le domaine de l'action climatique.
- Assurer la cohérence entre les différentes actions pour la réduction des émissions et pour les énergies renouvelables, des actions pour l'adaptation au changement climatique. Par exemple, en intégrant des pompes à eau solaires dans les actions humanitaires.
- Promouvoir la réduction des gaz à effet de serre dans les pays en développement, notamment en protégeant, préservant et restaurant la biodiversité, les forêts et la nature et en garantissant des chaînes de valeur sans déforestation.

OBJECTIF 3

LE DANEMARK DOIT

Accroître la mobilisation du financement et promouvoir des solutions danoises vertes dans le domaine du climat, de la nature et de l'environnement.

LE DANEMARK VEUT

- Mettre en œuvre une réforme verte des instruments commerciaux et de financement ainsi que de la coopération interservices. Et ce, pour renforcer le lien entre les instruments, consolider le partenariat avec le secteur privé et garantir un objectif vert clairement défini.
- Renforcer et cibler la coopération interservices dans les secteurs verts et notamment dans le domaine des positions de force du Danemark comme l'énergie, le climat, l'environnement, l'eau, l'alimentation, les transports maritimes et la santé.
- Convertir les flux de financement internationaux et nationaux pour renoncer aux investissements dans les carburants fossiles et appuyer à la place la transition verte, l'adaptation au changement climatique, l'environnement et la nature. Et ce, notamment en garantissant que les fonds d'État danois relevant de la coopération au développement investissent conformément à l'Accord de Paris et cessent d'opérer de gros investissements dans les carburants fossiles.

OBJECTIF 4

LE DANEMARK DOIT

Faire naître l'espoir et créer des perspectives d'avenir via une reconstruction économique verte et socialement juste et un développement orienté vers la pauvreté.

LE DANEMARK VEUT

- Contribuer à une reconstruction économique durable et socialement juste et à une transition verte au lendemain de la crise du coronavirus. S'attacher à faire naître l'espoir et à créer des perspectives en créant des emplois décents et une croissance verte qui profitent à toutes et tous et qui s'appuient sur les points forts des entreprises danoises et des partenaires sociaux.
- Garantir que l'action dans le domaine de l'énergie propre et de l'eau potable contribue à améliorer la santé, à créer davantage d'emplois pour chaque individu et à lutter contre la pauvreté. L'éducation, les formations techniques et le renforcement des compétences professionnelles peuvent appuyer la transition verte et la création d'emplois.
- Soutenir l'engagement des entreprises dans les efforts déployés pour réaliser les objectifs de développement durable de l'ONU dans le domaine notamment de l'énergie, de l'eau, de l'environnement, de l'alimentation et de la santé. Il est crucial que nous cherchions à garantir des emplois ainsi que des conditions de vie décentes dans les pays en développement.
- Mettre l'accent sur la responsabilité sociale des entreprises en termes de chaînes d'approvisionnement et de valeur durables dans les pays en développement (cf. notamment les lignes directrices de l'ONU concernant les et les entreprises). À cet égard, il est indispensable que nous cherchions à réduire l'empreinte climatique et environnementale des entreprises danoises dans les pays en développement.
- Garantir la cohérence entre la coopération au développement, la diplomatie économique et une action active au sein de l'UE et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour une politique commerciale et d'investissement ouverte, juste et durable, y compris la promotion de règles fiscales internationales équitables via l'UE et l'OCDE.
- Œuvrer à ce que les pays en développement pauvres et fragiles, tout particulièrement, aient de meilleures possibilités pour accéder au marché intérieur de l'UE et soient progressivement intégrés dans le commerce régional et international au profit de la croissance et de l'emploi à l'échelle locale et du développement durable, y compris la promotion de la coopération régionale (l'Union africaine, par exemple).

DES PARTENARIATS DYNAMIQUES DANS UN MONDE EN MUTATION

Nous voulons concentrer notre action là où nous pouvons aider de meilleure façon un plus grand nombre de personnes et où les besoins sont les plus importants. Là où nous pouvons du mieux possible promouvoir la justice, la durabilité, la sécurité et la résilience, renforcer l'égalité et faire naître l'espoir. Là où nous avons des intérêts essentiels en jeu.

Le Danemark conclut des partenariats avec les acteurs privés et la société civile. Le ministère danois des Affaires étrangères collabore par exemple avec le Fonds Lego, l'Unicef, des fonds multilatéraux et des organisations de la société civile pour promouvoir l'éducation en situation de crises humanitaires et dans les pays en développement.

Photo: Fonds LEGO



À la base, notre engagement repose sur une perspective à long terme. Toutefois, nous nous tiendrons prêts à adapter notre engagement en fonction de l'évolution de la situation et des besoins. Cela veut dire que l'ampleur et le caractère des partenariats dans les différents pays seront de nature dynamique et pourront changer au fil du temps. Cela veut dire aussi que nous pourrions changer de pays et de partenaires selon les cas et que nous réagirons et agirons selon les circonstances (par exemple, si les conditions d'une coopération se détériorent ou si de nouvelles perspectives ou de nouveaux besoins apparaissent).

Dans les pays avec lesquels nous concluons des **partenariats élargis**, nous aurons un partenariat bilatéral approfondi, où tous nos instruments de politique de développement pourront être utilisés. Nous assisterons ces pays avec de plus vastes programmes de développement, dans le cadre desquels nous coopérerons avec plusieurs acteurs pertinents de la société toute entière. Entre autres, nous coopérerons étroitement avec l'UE, l'ONU et d'autres partenaires multilatéraux qui sont actifs dans le pays. Et nous mettrons à profit les riches connaissances des autorités danoises ainsi que les compétences particulières de notre société civile et de nos entreprises.

Dans les pays avec lesquels nous concluons des **partenariats ciblés**, il est possible que notre engagement soit plus restreint et axé sur des problématiques spécifiques qui s'inscrivent dans le prolongement de compétences et d'intérêts danois particuliers : par exemple, une aide ciblée sur la société civile concernant la démocratie et les droits de l'Homme ou une coopération en vue de solutions novatrices pour la gestion des déplacements et de la migration irrégulière, ou encore la promotion de l'agenda vert et du développement durable dans des économies émergentes clés, où nous disposons de conditions idéales pour mettre à profit nos connaissances, nos compétences et notre expérience.

Plusieurs défis liés au développement vont au-delà des frontières nationales. C'est pourquoi nous avons aussi une perspective régionale et recourons à des instruments régionaux. La cohérence et la flexibilité, qui font notre renommée, serviront de fil rouge à nos actions.

DES PARTENARIATS DYNAMIQUES ENTRE PAYS

DES PARTENARIATS ÉLARGIS

Partenariats bilatéraux approfondis, où tous nos instruments de politique de développement pourront être utilisés

DES PARTENARIATS CIBLÉS

Engagements plus restreints, axés sur des problématiques spécifiques qui s'inscrivent dans le prolongement de compétences et d'intérêts danois particuliers

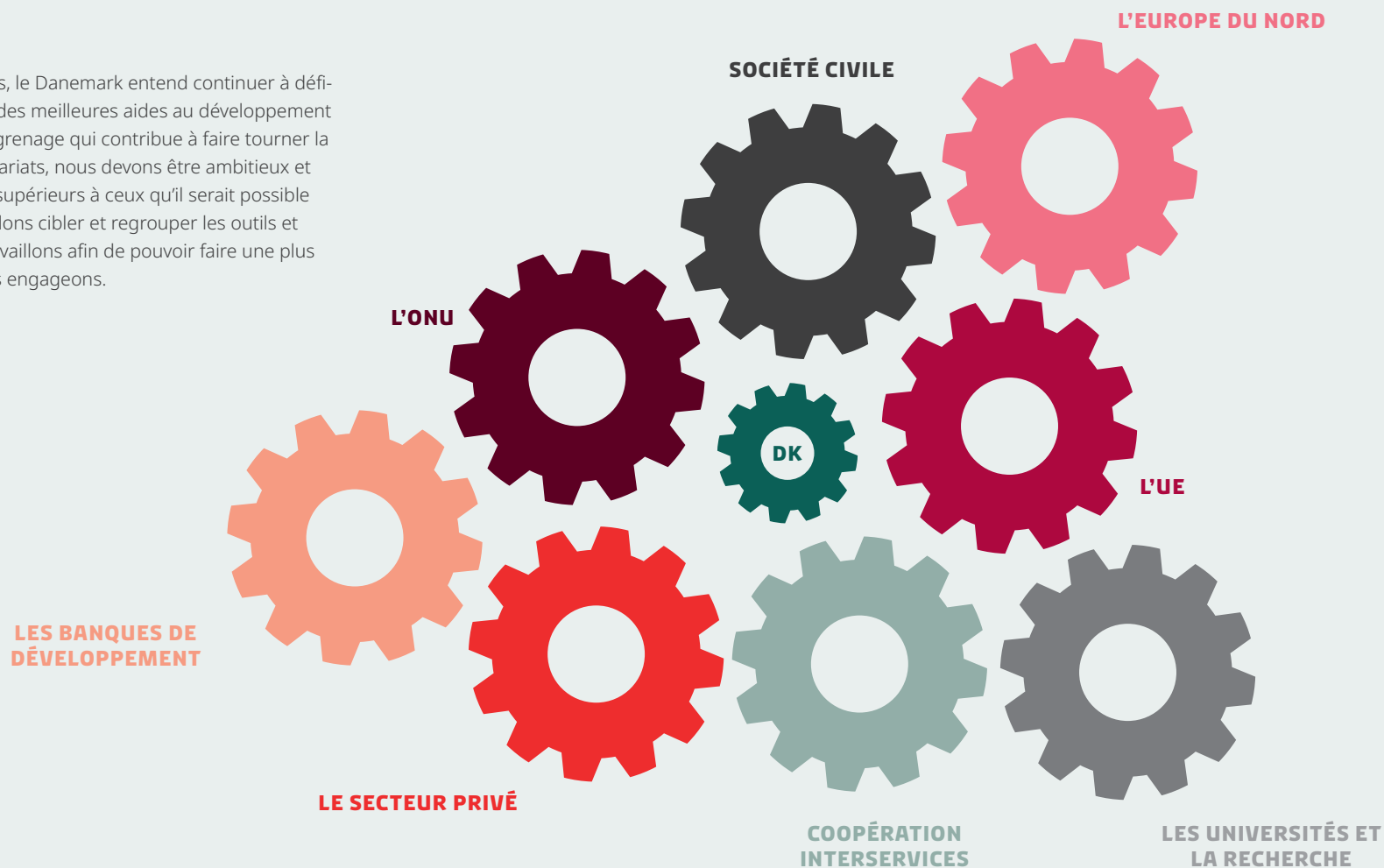
BOÎTE À OUTILS

Par exemple:

- Stratégies de partenariats pays, y compris programmes bilatéraux
- Actions multilatérales
- Coopération interservices
- Partenaires de la société civile
- Instruments commerciaux
- Fonds danois de contribution à la stabilité et à la paix
- Fonds commun du Danemark pour le climat
- Autres fonds danois
- Octroi de fonds pour un système d'asile plus équitable et plus humain
- Aide humanitaire
- Programme de partenariat dano-arabe
- Programme de voisinage européen
- Programme Syrie-Irak

GRÂCE À NOS PARTENAIRES NOUS OBTENONS DES RÉSULTATS

Avec son approche de partenariats, le Danemark entend continuer à définir les priorités et à garantir l'une des meilleures aides au développement au monde. Nous voulons être l'engrenage qui contribue à faire tourner la roue. Dans le cadre de nos partenariats, nous devons être ambitieux et produire des résultats largement supérieurs à ceux qu'il serait possible d'atteindre séparément. Nous voulons cibler et regrouper les outils et partenaires avec lesquels nous travaillons afin de pouvoir faire une plus grande différence là où nous nous engageons.





SOCIÉTÉ CIVILE

Une société civile forte et indépendante est l'un des piliers de la démocratie et un objectif en soi. Au Danemark, la société civile représente un engagement populaire, diversifié et large dans la coopération au développement, que nous entendons appuyer. La société civile joue un rôle décisif dans l'apport de connaissances, la mise en place de réseaux et la promotion des valeurs danoises à l'échelle internationale. Cela vaut notamment pour le développement de solutions vertes durables, nécessaires pour réaliser les objectifs de l'Accord de Paris et aider les groupes les plus exposés au changement climatique dans les pays en développement. C'est à cet égard aussi que les points forts du Danemark, via sa coopération avec les réseaux parlementaires et les partenaires sociaux, pourront être mis à profit.

Des sociétés civiles fortes et localement ancrées peuvent se montrer exigeantes, créer le changement et innover. Elles donnent naissance aux leaders de demain et développent les communautés. Via leurs actions axées sur les droits, elles jouent un rôle décisif dans la promotion de l'égalité entre les sexes et des droits des jeunes filles et des femmes, dans l'inclusion des groupes marginalisés et dans l'implication des jeunes. Elles donnent une voix aux groupes vulnérables, poursuivis et démunis et contribuent à prévenir les conflits et à consolider la résilience dans les zones de proximité. C'est pourquoi, nous voulons œuvrer au renforcement et à la consolidation des acteurs de la société civile qui sont ancrés à l'échelle locale (notamment via les partenaires danois) et à une vaste défense de l'espace civique dans les pays en développement.



L'ONU

L'ONU joue un rôle important par rapport aux priorités du Danemark dans le domaine du développement. L'ONU est une communauté de valeurs, qui défend les normes et le cadre d'une coopération internationale fondée sur des règles communes, y compris des objectifs de développement durable et des droits humains. Le monde fait face à un nombre croissant de défis transfrontaliers et urgents, qui ne pourront être relevés que par le biais d'une coopération internationale renforcée. Le Danemark fait partie des plus grands donateurs de l'ONU. Nous apportons des contributions financières de base et ciblons les actions qui correspondent à notre orientation stratégique. Nous attendons beaucoup de la présence internationale de l'ONU, de ses connaissances et de ses solutions et entendons les mettre à profit et soutenir activement les efforts stratégiques et politiques de l'ONU pour la résolution des conflits, l'application des conventions et la protection des droits humains. Nous voulons contribuer à définir l'ordre du jour et promouvoir les priorités danoises dans le domaine notamment des droits humains, y compris surtout des droits des femmes et des jeunes filles, de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des émissions de CO₂. Et ce, entre autres, en jouant un rôle de premier plan dans la réalisation du 7e ODD et en prévenant les conflits, la fragilité ainsi que les déplacements forcés et la migration irrégulière. Le Danemark a présenté sa candidature au Conseil de Sécurité de l'ONU pour la période 2025-2026. La coopération danoise au développement via l'ONU nous confère une légitimité sur le plan international et soutient l'ONU en tant qu'acteur, notamment en ce qui concerne les questions qui préoccupent également le Conseil de Sécurité comme la prévention des conflits, y compris son impact sur la migration irrégulière, la consolidation de la paix et le lien entre le changement climatique et la sécurité.



L'UE

Nous voulons, via l'UE et en collaboration avec les institutions et les États membres de l'UE, œuvrer à la promotion de priorités humanitaires et de développement communes tout en réalisant les priorités danoises. Nous œuvrons pour que l'UE use de son poids dans le domaine de la pauvreté, de l'inégalité, de la démocratie, des droits, du climat, des déplacements, de la migration, de la croissance et de l'emploi. L'UE doit tout particulièrement mettre l'accent sur l'Afrique, où les défis à long terme sont les plus importants. De manière générale, l'Union européenne et ses États membres représentent le plus grand acteur de politique de développement au monde. La vaste présence de l'UE dans les pays en développement, son poids financier et l'interaction entre la politique commerciale et étrangère doivent servir à influencer l'ordre du jour international dans le domaine du développement et à réaliser les objectifs définis dans l'Agenda 2030. Cela fait de l'UE une plateforme décisive pour la réalisation des priorités danoises.



L'EUROPE DU NORD

En tant que région pionnière, l'Europe du Nord joue un rôle important dans le domaine notamment de la démocratie, des droits humains, des sociétés libres et socialement justes, de l'égalité entre les sexes, du climat, de l'agenda vert et de l'aide humanitaire. La coopération et la position nordiques recèlent le potentiel nécessaire pour la réalisation de priorités communes à l'échelle mondiale. Le Danemark entend coopérer étroitement avec les pays nordiques et autres pays de même sensibilité pour réaliser ensemble les priorités définies.



COOPÉRATION INTERSERVICES

La coopération interservices permet d'exploiter de manière efficace et ciblée les compétences clés des autorités danoises dans un large éventail de pays et produit des résultats remarquables moyennant relativement peu de fonds. L'un de nos objectifs vise à renforcer largement la coopération interservices et à consolider l'orientation stratégique. Nous devons intervenir là où nous disposons des meilleures conditions pour mettre à profit les connaissances et technologies danoises, qui sont recherchées tant par les pays pauvres en développement que par les économies émergentes. La coopération interservices doit être concentrée et élargie via de plus vastes actions cohérentes dans le domaine de la transition verte et des positions de force du Danemark comme le climat, l'énergie, l'environnement, l'eau, l'agriculture durable, la production agroalimentaire, les transports maritimes et la santé. Parallèlement, le lien avec les ministères de tutelle responsables au Danemark, le secteur privé (y compris les investisseurs verts) et la société civile doit être renforcé. La coopération interservices fait partie de la diplomatie climatique danoise et sera adaptée pour répondre aux besoins profonds et à long terme des partenaires, depuis une coopération sectorielle stratégique dans le domaine de l'eau en Éthiopie, par exemple, jusqu'à de grands partenariats énergétiques dans les économies émergentes comme l'Inde et le Viêt Nam. Dans les régions où cela pourrait s'avérer particulièrement intéressant, comme au Brésil ou au Pakistan, nous envisagerons une coopération limitée à plus court terme. La coopération globale entre toutes les autorités danoises, combinée à la présence locale des experts des autorités danoises dans les ambassades, continuera de jouer un rôle clé dans la coopération interservices.



LE SECTEUR PRIVÉ

Le secteur privé devra jouer un rôle prédominant et assumer sa part de responsabilités en ce qui concerne la réalisation des ODD et des objectifs définis dans l'Accord de Paris. Cela vaut pour les entreprises, les investisseurs, les fonds, les caisses de retraite, les organisations du marché du travail et les organisations professionnelles. Ceux-ci devront, à l'aide de solutions durables, de leurs connaissances et d'un financement (qui sont recherchés dans les pays en développement), contribuer à relever les principaux défis mondiaux, notamment dans le domaine de la transition verte. Le Danemark pourra, entre autres, apporter ses connaissances et ses technologies dans le domaine de la transition verte, de l'énergie propre, de l'environnement, de l'eau, de la santé, de l'assainissement et de l'alimentation. Le Danemark entend contribuer à mettre en place une coopération publique-privée et les conditions-cadres nécessaires pour promouvoir une croissance inclusive et durable et créer des emplois décents dans les pays en développement. Cela devra renforcer les entreprises dans ces pays et consolider leur capacité à créer des emplois et générer le bien-être via une croissance durable. L'accent devra être mis sur l'ancrage et l'appropriation à l'échelon local.



LES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT

Les banques de développement ont un rôle décisif à jouer dans le financement du développement durable et dans la promotion de solutions cohérentes à long terme, notamment en ce qui concerne les déplacements forcés dans les régions fragiles. Par leur présence mondiale et leurs engagements à long terme, la Banque mondiale, Le Fonds monétaire international et les banques régionales ont une grande influence dans les pays en développement. La force des banques de développement réside avant tout dans le soutien qu'elles peuvent apporter aux réformes systémiques, qui renforcent les capacités au sein de l'administration publique, et dans le financement et la promotion de partenariats publics-privés auxquels elles peuvent contribuer. Elles jouent donc aussi un rôle essentiel dans l'action globale contre la pauvreté et dans l'atténuation des conséquences des crises, dont la crise du coronavirus. Elles contribuent de manière décisive à garantir les conditions de base nécessaires pour l'égalité entre les sexes et les perspectives des jeunes filles et des femmes, pour la réalisation des objectifs dans le domaine du climat et de l'énergie et pour la gestion des crises liées aux déplacements forcés et aux migrations. Le Danemark veut œuvrer à ce que les banques de développement deviennent plus vertes. Elles doivent abandonner leur soutien aux carburants fossiles et investir de manière durable.



LES UNIVERSITÉS ET LA RECHERCHE

Les partenariats entre les universités danoises et le monde de la recherche du sud sont importants si l'on veut générer des connaissances et des capacités pour assurer l'adoption de politiques robustes et mûrement réfléchies et, pouvant, obtenir des résultats durables. En soi, la recherche danoise contribue également à l'innovation dans des domaines cruciaux tels que la santé et le climat.

Parc éolien près du lac Turkana au Kenya, qui a notamment été construit sur la base d'investissements danois et à l'aide de la technologie danoise Vestas. Il couvre environ 16% des besoins en électricité du Kenya.

Photo: IFU



FINANCEMENT

Pour atteindre les ODD et les objectifs de l'Accord de Paris, il est indispensable que nous investissions énormément dans les pays en développement. Dans le cadre de l'Accord d'Addis-Abeba sur le financement du développement de 2015, les États-membres de l'UE se sont engagés ensemble à répondre à l'objectif recommandé par l'ONU : consacrer minimum 0,7% du revenu national brut à l'aide au développement d'ici à 2030. Pour peu que tous les États-membres de l'UE (qui sont également membres de la coopération de l'OCDE pour le développement) répondent à cet objectif de 0,7%, cela entraînerait chaque année, pour les pays les plus pauvres, une aide au développement supplémentaire de plus de 250 milliards DKK (chiffres de 2019). Le Danemark entend, dans le cadre de l'UE et dans d'autres contextes pertinents, œuvrer à ce que les pays riches du monde honorent leur engagement.

Toutefois, à elle seule, l'aide au développement ne nous permettra pas d'atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU. Le Danemark entend mobiliser un plus grand nombre d'investissements privés novateurs au profit des pays en développement. Et ce, tant sur les nouveaux marchés porteurs que dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles. La mobilisation d'un financement en faveur des actions pour le climat est une priorité spéciale. À cet égard, le Fonds danois d'investissement pour les pays en développement (IFU) a un rôle crucial à jouer, notamment un rôle moteur dans la réalisation des ODD. De nouveaux partenariats publics-privés et des instruments novateurs s'imposent.



Sans investissements massifs, nous n'atteindrons pas les objectifs de développement durable ni les objectifs de l'Accord de Paris. Sur la photo, un agriculteur ramasse sa récolte dans le cadre d'un projet réalisé dans le désert au Niger.

Photo: Danida



250 MILLIARDS

DKK DE PLUS POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES, À CONDITION QUE TOUS LES ÉTATS-MEMBRES DE L'UE RÉPONDENT À L'OBJECTIF DE 0,7%.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DANOIS / DANIDA

Asiatisk Plads 2
DK-1448 Copenhagen K

Danemark:

Tél +45 33 92 00 00

Fax +45 32 54 05 33

um@um.dk

www.um.dk

Design: Kontrapunkt

Photo première de couverture:

Søren Bidstrup, Ritzau Scanpix

Juin 2021

ISBN 978-87-93760-63-9 (version papier)

ISBN 978-87-93760-66-0 (version numérique)

Pour plus d'informations et pour la stratégie,
voir le site www.um.dk/da/danida

#dkaid





MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DANOIS DANIDA

La stratégie de développement du Danemark doit contribuer à un monde plus sûr et plus durable. Avec notre stratégie « Notre monde commun », nous voulons œuvrer à l'établissement de sociétés résilientes et justes qui luttent contre la pauvreté et l'inégalité. Des sociétés qui créent des perspectives d'avenir pour chaque individu. Des sociétés où il fait bon vivre – ou il n'y a pas à fuir. Avec notre stratégie, nous entendons jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique et contribuer à un monde en équilibre. Notre approche de développement est basée sur les droits humains et notre action vise tout particulièrement à promouvoir l'égalité entre les sexes et les droits des jeunes filles et des femmes. Nous nous attachons aussi à combattre les causes fondamentales de la précarité, des conflits et de la fragilité, qui forcent les populations à fuir et alimentent ainsi la migration irrégulière.

Nous voulons, via la coopération au développement, via nos partenariats et via l'engagement de la population danoise, renforcer l'espoir et créer davantage de perspectives dans les pays les plus fragiles et les plus pauvres du monde. Nous voulons aider de meilleure façon un plus grand nombre de personnes. Nous assumerons notre part de responsabilité vis-à-vis de notre monde commun.

La stratégie « Notre monde commun » repose sur un vaste accord politique entre le gouvernement danois (Socialdemokratiet) et les partis Venstre, Socialistisk Folkeparti, Radikale Venstre, Enhedslisten, Det Konservative Folkeparti, Alternativet et Kristendemokraterne. L'accord a été conclu au printemps 2021 et la stratégie sera a priori d'application jusqu'en juillet 2025. Outre les négociations politiques, une vaste consultation écrite a été organisée, au cours de laquelle la société civile, le secteur privé, la population danoise, les groupements d'intérêts, les chercheurs, etc. ont soumis près de 100 réponses. En outre, plusieurs sessions de dialogue ont eu lieu sur le thème de la coopération danoise au développement. Le texte de l'accord décrit les conditions-cadres de l'accord politique et précise, entre autres, qu'un compte rendu sera présenté chaque année au Parlement danois concernant l'évolution de la coopération danoise au développement, suivi d'un débat en assemblée plénière.

